Institut FRANÇOIS NEVEUX
Pour une économie inclusive et durable

Anthropologie Collectivité Consommateur **Ecologie** Entreprise Epargnant Identité International Spiritualité

DOSSIER
Marc REYNAUD
Relecture de François GALLON
22 08 2026

Essai de positionnement de l'économie de communion au regard des théories économiques existantes

1. Pour cet exercice, nous partirons du livre de l'économiste Marc Montoussé : « Nouvelles théories économiques ».[1] Il s'agit de nourrir la réflexion de l'économie de communion sur la proposition d'une nouvelle théorie économique. Ce livre a l'avantage de comparer, de façon synthétique et point par point, toutes les théories économiques ayant existées ou existantes à ce jour. Il permet donc à l'économie de communion de tracer son chemin au travers de ces différentes approches contrastées tant au niveau des hypothèses de raisonnement que des théorèmes énoncés et/ou encore au niveau des conclusions.

Cette analyse suit donc le sommaire retenu par Marc Montoussé, en rappelant pour chacun des points traités, d'abord les apports du livre, en petits caractères italiques, suivis des commentaires de l'économie de communion, en gros caractères.

Les grandes ruptures au sein des économies libérales et keynésiennes

2. Les courants concernés sont : néoclassique, keynésien, néolibéral traditionnel, monétarisme, la théorie de l'offre, la théorie du capital humain, la théorie du « public choice », la nouvelle économie classique, la nouvelle économie keynésienne.

[1] Nouvelles théories économiques. Clés de lecture. Marc Montoussé. Collection Thèmes et Débats économiques. Éditions Bréal. 2002.

1.Le marché : un mécanisme autorégulateur ?

3. Keynésiens et libéraux reconnaissent la « loi de l'offre et de la demande ». L'offre est une fonction croissante du prix et la demande une fonction décroissante du prix. La confrontation entre les deux fixe le prix. La notion de marché transcende donc les théories économiques.

Pour les libéraux, le marché est par essence autorégulé. Le déséquilibre est soit exogène, soit lié au non-respect des conditions de la concurrence pure et parfaite.

Pour les keynésiens le marché n'est pas autorégulé, car il existe des mécanismes économiques perturbateurs.

Pour les néolibéraux et les nouveaux économistes classiques, ils s'accordent avec les néoclassiques : le marché est autorégulé et autorégulateur. Ce qui constitue le fondement de la pensée libérale.

Les néokeynésiens ont une position intermédiaire : le marché s'autorégule mais imparfaitement.

L'économie de communion reconnaît la loi de l'offre et de la demande. Mais les conditions d'une concurrence pure et parfaite n'existent pas à cause du poids de nombreux monopoles ou monopsones et des effets des chocs exogènes générés par la mondialisation des échanges. Ainsi, le marché n'est pas autorégulé ou faiblement autorégulé sur certains marchés. Le rôle régulateur des États est essentiel, en particulier pour empêcher la formation de monopoles ou de monopsones ou pour réduire leur taille afin de maintenir un marché atomistique et de laisser le pouvoir aux États. Mais la mondialisation rend difficile l'action des États ou de leurs organismes régulateurs. La capacité des États ne sera rétablie qu'en modifiant les règles qui régissent la mondialisation.

De plus le marché ne s'autorégule pas automatiquement en faveur d'une juste répartition de la richesse par le juste salaire et le juste prix.

2. Les agents économiques des individus rationnels ?

4. Il existe 3 sortes de rationalité :

- *la rationalité au sens faible : les individus sont utilitaristes, ils cherchent à maximiser leur satisfaction*
- *la rationalité au sens habituel : non seulement ils sont utilitaristes, mais l'information est parfaite (ils disposent de toute l'information et sont capables de l'analyser).*
- *la rationalité au sens fort : les individus sont utilitaristes, l'information est parfaite et ils peuvent anticiper l'avenir avec précision (anticipation rationnelle)*

Les néoclassiques considèrent l'hypothèse de rationalité habituelle. Conception reprise par les néolibéraux traditionnels.

Les nouveaux économistes classiques retiennent la rationalité au sens fort

Pour les keynésiens, les individus ne sont pas forcément rationnels. Ils peuvent se tromper.

Pour les nouveaux keynésiens, les individus sont utilitaristes et savent analyser les informations, mais elles sont souvent incomplètes ou biaisées. Ce qui ne conduit pas à des comportements optimums.

Il convient de rajouter la rationalité limitée d'Herbert Simon, selon laquelle la capacité de décision d'un individu est altérée par un ensemble de contraintes, comme le manque d'informations, des biais cognitifs ou le manque de temps. Les décideurs ont alors tendance à choisir des solutions satisfaisantes plutôt qu'optimales[2]*.*

Pour l'économie de communion, les individus ne cherchent pas à maximiser leur seule satisfaction. Ils prennent en compte les attentes de l'autre ou des autres (parties prenantes) participants à la relation marchande dans une vision globale (systémique). Ils sont altruistes. Ils recherchent un équilibre entre leur propre utilité et celle de l'autre, dans une relation d'amour de réciprocité. Ils sont disposés à payer un prix plus élevé pour atteindre cet équilibre. Mais, pour l'économie de communion comme pour les néokeynésiens, l'information n'est pas parfaite, car elle n'est pas donnée ou elle est difficile à trouver. La rationalité est au sens faible. Il est essentiel d'améliorer cette information sur les conditions de production et de formation du prix des produits.

3. La fin du no bridge entre micro et macroéconomie ?

5. Pour les keynésiens, il n'est pas possible de faire de lien entre la micro et la macroéconomie. Les variables macro comme le niveau de l'emploi ou la production ne peuvent avoir que des déterminants macro.

Les néoclassiques pensent au contraire que l'analyse économique consiste en l'étude des comportements d'agents économiques et qu'il suffit de les agréger pour avoir la connaissance de l'économie globale. Du reste, le modèle de l'équilibre général relève davantage du macroéconomique que du micro.

Le courant néolibéral traditionnel n'a pas de conception unifiée sur micro et macro. Capital humain et « public choice » sont microéconomique, alors que monétarisme et théorie de l'offre sont macroéconomique. En revanche, le no bridge est rejeté : il existe un lien entre micro et macro.

Les nouveaux économistes keynésiens et les nouveaux économistes classiques s'accordent pour fonder l'analyse macro sur l'analyse micro. C'est l'agrégation des comportements individuels qui forme l'économie générale. Le no bridge est enterré.

L'économie de communion refuse le no bridge. L'analyse macro est fondée sur l'analyse micro comme pour les néokeynésiens. C'est l'agrégation des comportements individuels microéconomiques qui forme et fonde l'économie macro. Seuls les individus prennent des

[2] Rationalité limitée. Wikipédia. 27 02 2026.

décisions (il faut entendre « individus » comme tous les acteurs du système économique : les acheteurs, les fournisseurs et aussi les régulateurs étatiques ou non…) La macroéconomie est un mode d'analyse des phénomènes économiques pour prendre des décisions de régulation à l'échelle de l'État ou pour permettre aux acteurs économiques des anticipations. Les décisions macroéconomiques influencent les décisions microéconomiques qui essayent de les anticiper.

4. Économie pure ou économie réelle ?

6. Les économistes classiques raisonnaient dans le cadre de l'économie réelle.

Les néoclassiques ont voulu faire de l'économie politique, une science. Ils ont décidé de raisonner dans le cadre de l'économie pure, une économie de marché parfaite, en utilisant les mathématiques. En faisant abstraction que les résultats obtenus en économie pure pouvaient ne pas s'appliquer parfaitement à l'économie réelle. Certains néoclassiques (Marshall ou Pigou) ont traité des imperfections du marché (existence des grandes entreprises, effets externes), mais ces imperfections ne sont pas [ne seraient pas] assez fortes pour mettre en cause les conclusions de l'économie pure libérale.

Les keynésiens considèrent que le raisonnement économique ne doit pas se réaliser dans le cadre d'une économie modélisée, éloignée de la réalité.

Les néolibéraux raisonnent à partir de l'économie concrète, de la réalité du marché, en reconnaissant ses imperfections.

Les nouveaux économistes classiques reprennent le modèle néoclassique. Il est nécessaire de raisonner en économie pure qui ne s'éloigne pas sensiblement de la réalité économique. Par exemple, le chômage est volontaire, car le marché du travail permet d'égaliser l'offre et la demande de travail, dont ceux qui n'ont pas d'emploi ne sont pas d'offreur réel de travail.

Les nouveaux économistes keynésiens reconnaissent l'existence de marchés autorégulés. Mais ils affirment que toute analyse économique doit tenir compte des données économiques réelles. On ne peut pas faire abstraction des rigidités réelles qui existent dans la réalité.

Pour l'économie de communion, l'économie pure n'existe pas. Les modèles mathématiques créent des « boites noires », en créant des simplifications qui trahissent la réalité. Qui plus est ils donnent une fausse impression de rationalité. L'économie de communion est d'abord une science sociale, car elle est fondée sur des comportements humains. L'économie est encastrée dans la politique, la sociologie, la politique, l'anthropologie, l'histoire, la géographie. L'économie de communion est proche des néokeynésiens, en mettant en doute l'existence de marchés autorégulés au bénéfice du bien commun, de justes salaires et d'une juste répartition de la richesse dès sa création.

5. Le déséquilibre est-il possible ?

7. La tendance naturelle de l'économie est-elle l'équilibre ou le déséquilibre ?

Les néoclassiques, comme les nouveaux économistes classiques, considèrent que le déséquilibre est impossible en économie pure.

Les néoclassiques acceptent le déséquilibre quand ils abandonnent l'hypothèse de l'économie pure, mais il est exogène ou dû au non-respect des conditions de la concurrence pure et parfaite.

Pour les nouveaux économistes classiques, le déséquilibre est totalement exclu. L'offre est toujours égale à la demande.

Les keynésiens pensent que le marché peut lui-même générer des déséquilibres.

Les néolibéraux entrevoient la possibilité de déséquilibres (non-respect des conditions de la concurrence pure et parfaite, inefficience du marché), mais sans légitimer l'intervention de l'État.

Les nouveaux économistes keynésiens sont proches des néolibéraux sur ce point, mais ils acceptent l'intervention de l'État.

Pour l'économie de communion, les conditions de la concurrence pure et parfaite ne sont jamais réunies, surtout dans le contexte de la mondialisation. Aussi, le marché peut générer des déséquilibres qui légitiment l'intervention de l'État.

6. L'État doit-il intervenir dans l'économie ?

8. Pour les libéraux traditionnels, l'intervention de l'État doit se limiter à la mise en place du cadre général nécessaire à la bonne marche du marché (loi antitrust, par exemple) et aux cas où le marché est inefficient (monopole naturel, biens collectifs, externalités).

Les keynésiens pensent que l'économie ne s'équilibre pas automatiquement et que l'État doit mettre en œuvre des politiques conjoncturelles.

Les néolibéraux s'opposent à toute intervention de l'État.

Les nouveaux économistes classiques sont opposés aux interventions conjoncturelles de l'État, mais lui reconnaissent un rôle dans la croissance de longue période.

Les nouveaux économistes keynésiens n'excluent pas une intervention pragmatique de l'État, mais sans être systématique.

Pour l'économie de communion comme pour les keynésiens, l'économie ne s'équilibrant pas automatiquement, des politiques conjoncturelles, et éventuellement structurelles, de l'État sont nécessaires, mais sans être systématique. L'État doit d'abord définir un cadre général léger qui facilite le bon fonctionnement du marché (loi antitrust…). Il doit aussi suppléer à un marché inefficient (monopole naturel, biens collectifs, externalités…). Enfin il doit définir et accompagner un cap à moyen et long terme pour permettre les anticipations des acteurs économiques, dans l'objectif du bien commun et du bonheur de tous. Et en particulier il doit intervenir pour protéger les acteurs les plus fragiles dans le but de leur permettre de retrouver l'autonomie économique.

Table des matières

Les grandes ruptures au sein des économies libérales et keynésiennes 1
1.Le marché : un mécanisme autorégulateur ? 2
2. Les agents économiques des individus rationnels ? 2
3. La fin du no bridge entre micro et macroéconomie ? 3
4. Économie pure ou économie réelle ? 4
5. Le déséquilibre est-il possible ? 4
6. L'État doit-il intervenir dans l'économie ? 5
Chapitre 1. La nouvelle microéconomie 8
1.La microéconomie traditionnelle : rationalité des agents économiques et équilibre économique. 8
a. Les postulats de la microéconomie traditionnelle 8
b. Les critiques traditionnelles de la microéconomie classique 12
2. Les nouveaux libéraux acceptent et élargissent les objets d'étude de la microéconomie néoclassique. 15
3. La nouvelle microéconomie : rationalité, mais possibilité de déséquilibre 16
a. La théorie des jeux 17
b. L'information asymétrique 18
c. La théorie des coûts de transactions ou théorie des contrats. 20
Conclusion sur la nouvelle microéconomie 22
Chapitre 2 La nouvelle macroéconomie 22
1.La nouvelle macroéconomie classique : anticipations rationnelles et pas de déséquilibre. 23
a. Ses hypothèses. 23
b. Les cycles économiques 24
c. Le refus de la politique économique conjoncturelle 24
2. La nouvelle macroéconomique keynésienne : rationalité des agents économiques, fixation des prix sur les marchés, possibilité de déséquilibre. 26
a. La rigidité des prix. 27
b. La rigidité de salaires et le chômage involontaire 27
Chapitre 3. La croissance est-elle un phénomène endogène ou exogène ? 29
1.La théorie traditionnelle de la croissance : un phénomène exogène 29
a. Un modèle de croissance exogène et déséquilibré : celui de Harrod 29
b. Un modèle de croissance exogène et équilibré : celui de Solow 30
2. Les nouvelles théories de la croissance : un phénomène endogène 30
a. Les hypothèses : progrès technique endogène et rendements constants 30
b. Les sources endogènes de la croissance 31
c. Le rôle de l'État dans la croissance de longue période. 32
Chapitre 4. Le cycle est-il un cycle d'équilibre ? 33
1.La théorie traditionnelle des cycles : des cycles de déséquilibre 34

2. La nouvelle théorie classique des cycles : des cycles d'équilibre 35
a. Cycles d'équilibre et effets de surprise. 35
b. Les cycles économiques réels. 35
Chapitre 5. Quel rôle de l'État ? 36
1.Faut-il abandonner la politique conjoncturelle ? 37
a. Keynes : la nécessité de la politique conjoncturelle. 37
b. Monétaristes et nouveaux économistes classiques : l'abandon des politiques discrétionnaires. 38
c. Les nouveaux keynésiens : un retour de la politique discrétionnaire. 40
2. Quelle place pour l'État ? 40
a. Classiques et néoclassiques : une place limitée, mais réelle. 40
b. La nouvelle économie publique : une place minimale 43
c. Les critiques de la nouvelle économie publique 43
Chapitre 6. La monnaie est-elle neutre ? 45
1.Le débat traditionnel : monnaie neutre, active ou nocive ? 45
a. Classique et néoclassique : la monnaie est neutre 45
b. L'analyse keynésienne : la monnaie est active 46
c. Les monétaristes : la monnaie est nocive 47
2. L'actualité du débat : nouvelle économie classique contre nouvelle économie keynésienne 48
a. Les nouveaux classiques : la monnaie est super-neutre 49
b. Les nouveaux keynésiens : la monnaie nocive 49
Chapitre 7. Le chômage est-il volontaire ? 50
1.L'ancien débat Keynes et néoclassiques 50
a. Les néoclassiques : le chômage est forcément volontaire 50
b. Keynes : le chômage peut être involontaire 50
2. Le renouveau libéral : le chômage est forcément volontaire 51
a. La théorie du chômage de prospection (néolibéraux) 51
b. Les nouveaux économistes classiques : le chômage est forcément volontaire 52
3. La réponse des nouveaux keynésiens : le chômage peut être involontaire. 52
a. La théorie des contrats implicites 53
b. Les modèles de salaire d'efficience 53
c. L'hystérèse (ou hystérésis) du chômage 55
Une invitation au débat pour une théorie économique nouvelle 56

Chapitre 1. La nouvelle microéconomie

1.La microéconomie traditionnelle : rationalité des agents économiques et équilibre économique.

a. Les postulats de la microéconomie traditionnelle

9. C'est une conception de la microéconomie bâtie par les néoclassiques, inspirés par Adam Smith. Une main invisible gouverne l'économie : en recherchant leur intérêt propre, les individus œuvrent pour l'intérêt collectif. La volonté des individus de produire pour s'enrichir entraîne l'accroissement de la production et donc les possibilités de consommation. Cette théorie est utilitariste, car elle part de l'hypothèse que des individus rationnels cherchent à maximiser leur satisfaction et à minimiser leurs coûts.

Aucun des principes de la microéconomie néoclassiques ne satisfait l'économie de communion. Comment en cherchant leur propre intérêt, les agents économiques peuvent-ils œuvrer à l'intérêt collectif et, qui plus est, au bien commun ? La situation actuelle du monde et des pays de l'Europe montre bien que la pauvreté est très présente, que le plein emploi est loin d'être atteint dans tous les pays, que ce sont les rapports de force qui dominent la scène économique. L'accroissement de la production n'entraîne pas automatiquement la consommation des produits offerts par les entreprises si d'autres entreprises offrent des produits de meilleure qualité ou/et moins chers. La théorie utilitariste conduit à des relations économiques où les rapports de force sont prédominants. La main invisible ne répartit pas la richesse de manière juste et équilibrée.

Pour l'économie de communion, les échanges économiques doivent être fondés sur le juste prix, sur des relations d'amour de réciprocité entre les deux partenaires, sur une part de don. L'entrepreneur doit répartir la richesse produite de manière juste entre toutes ses parties prenantes et avec de justes salaires. Il ne s'agit pas de maximiser mon utilité, mais d'optimiser l'équilibre entre mon utilité et celle de mon partenaire marchand. Mon partenaire est aussi important que moi.

10. La microéconomie étudie les comportements des agents économiques (entreprises, consommateurs…). Pour elle, c'est l'agrégation de leurs comportements qui forme l'économie. Pour les néoclassiques, cette agrégation est harmonieuse. Les agents économiques rationnels évoluent dans une économie de marché régulée par la variation des prix. Pour une régulation optimale, il faut que la concurrence soit pure et parfaite : atomicité du marché pour qu'aucun des agents ne puisse seul maîtriser les prix ou le niveau de production. Grâce à l'homogénéité des produits, la concurrence

s'effectue sur les prix et non sur la qualité de produit. La libre entrée et sortie du marché. La transparence du marché pour pouvoir obtenir toutes les informations nécessaires.

C'est bien l'agrégation des comportements qui forme l'économie. Mais cette agrégation n'est pas harmonieuse à cause des comportements humains non vertueux et des chocs internes et externes. Cela génère des déséquilibres. L'économie de marché ne peut pas être uniquement régulée par les prix à cause des déséquilibres et d'une absence de répartition juste de la richesse créée. Il faut aussi une régulation par l'État. Les hypothèses posées par les néolibéraux pour une concurrence pure et parfaite : atomicité du marché, homogénéité des produits, libre entrée et sortie du marché, transparence du marché, montrent bien qu'elles sont inatteignables, sauf à les réguler par l'État ou par des comportements altruistes des agents économiques. La concurrence n'est pas pure et parfaite, le marché n'est donc pas autorégulé par les prix.

11. La théorie microéconomique néoclassique est « marginaliste », car elle ne raisonne pas sur les quantités globales, mais sur les additionnelles (appelées marginales). La question est : dois-je consommer une unité supplémentaire, ou produire une unité de plus, ou recruter un salarié supplémentaire ?

La microéconomie de communion n'est pas marginaliste. Elle raisonne sur les quantités globales, car le profit et mon utilité ne doivent pas être maximisés. Seule la recherche des équilibres est importante. La juste répartition des richesses entre toutes les parties prenantes, le juste prix, le juste salaire. Le profit n'est pas un objectif, mais un résultat. Mon utilité doit être équilibrée avec celle de l'autre partenaire de l'échange économique. Et il s'agit pour l'entreprise de recruter le nombre optimum de salariés pour être à l'équilibre du marché.

12. Le consommateur n'achète le produit que s'il lui procure davantage d'utilité que ne lui coûte la désutilité de son prix. Or, chaque unité supplémentaire consommée à une utilité inférieure à la précédente. L'utilité marginale est donc une fonction décroissante. La demande du consommateur est donc décroissante par rapport au prix. Le consommateur rationnel consomme tant que son utilité marginale est supérieure à la désutilité[3] du prix. L'équilibre du consommateur se situe au point qui égalise l'utilité marginale à la désutilité du prix de vente.

Le consommateur de communion raisonne aussi de manière globale. Il recherche d'abord les produits au juste prix, c'est-à-dire le prix qui permet au vendeur de vivre dignement dans la société où l'on vit), même s'ils sont plus chers. Il reste frugal dans ses achats. Il favorise les produits de saison, locaux et en circuits courts, qui rémunèrent les producteurs au juste

[3] La désutilité se traduit par une perte d'utilité, ou une insatisfaction. Quand le prix augmente, l'utilité baisse.

salaire… C'est une rationalité ordonnée au bien de l'autre, au bien de son territoire, au bien de la planète et non pas à son utilité maximale.

13. La théorie du producteur est fondée sur la loi des « rendements décroissants » (ou de la productivité marginale décroissante). Pour les néoclassiques, sur une courte période, la productivité marginale du travail est décroissante. Au-delà du nombre optimal d'ouvriers pour faire fonctionner une machine, tout ouvrier supplémentaire peut permettre de produire plus, mais avec une productivité marginale inférieure à celle de l'ouvrier précédent.

Pour un entrepreneur de communion ce n'est pas la productivité marginale qui compte, mais le nombre maximal d'ouvriers qu'il peut mettre sur la machine sans créer de gênes entre ouvriers. Il vérifie seulement si le prix de revient des produits fabriqués est compatible avec son marché, même si cela réduit son profit.

14. En concurrence pure et parfaite, le salaire s'impose à l'entreprise, car il dépend de la loi de l'offre et de la demande. Pour maximiser son profit, l'entreprise n'embauche que si la productivité du salarié est supérieure au salaire. L'entreprise n'embauchera que jusqu'au nombre de salariés qui égalise la productivité du dernier salarié et de son salaire. Le salaire est donc égal à la productivité marginale du travail. Ainsi, pour les néoclassiques, la demande de travail par les entreprises est une fonction décroissante du salaire. En cas de chômage, le seul moyen d'augmenter la demande de travail est la baisse des salaires.

En économie de communion, le salaire doit être au juste revenu. C'est-à-dire celui qui permet à l'ouvrier ou à l'employé et sa famille de vivre correctement dans le pays où il habite : nourriture, habillement, logement, mobilités, santé, études de ses enfants, épargne. L'entreprise n'embauche que si les équilibres financiers globaux de l'entreprise sont respectés, quitte à réduire le profit. L'enjeu de l'entreprise n'est pas le profit, mais celui de fournir du travail au juste salaire. La demande de travail de l'entreprise est donc fonction de sa situation financière, de ses produits vs son marché. Le chômage ne peut pas être un prétexte pour baisser les salaires. Cela peut conduire à des prix supérieurs à ceux du marché d'où l'importance d'une information du consommateur pour qu'il choisisse ce produit même si le prix est plus élevé.

15. L'économie est composée de plusieurs marchés avec une offre et une demande globale. Chaque marché est régulé par un prix parfaitement flexible : le prix du travail (le salaire) et le prix du capital (le taux d'intérêt). L'offre est une fonction croissante du prix et la demande une fonction décroissante. Cette auto-régulation par les prix se réalise sur tous les marchés interdépendants. C'est l'équilibre général : toute la production au prix du marché est achetée, il y a plein emploi, toute l'épargne est investie. Ainsi,

le chômage est toujours volontaire, car ce sont les salariés qui refusent de travailler au salaire du marché.

La vision de l'équilibre général par les néolibéraux est irénique. Comment imaginer que toute la production soit achetée, qu'il y ait plein emploi, et que toute l'épargne soit investie ? D'autant plus que cet équilibre est nécessairement obtenu par des prix parfaitement flexibles : prix du travail et prix du capital. Et, enfin, s'il y a des chômeurs, ils sont volontaires. C'est cynique.

L'économie de communion récuse cette vision qui est théorique. En fait, elle n'est possible que si le salaire est très bas et si les produits ne sont pas concurrencés. Cela suppose que les marchés soient fermés. Pour l'économie de communion, le salaire ne peut pas s'ajuster à la baisse. Son minimum, c'est le juste salaire. Et en économie ouverte, les marchés doivent s'ajuster en permanence en quantité et en prix. Les équilibres sociaux ne sont possibles qu'avec une régulation publique et un comportement altruiste.

16. Mais dans certains cas, c'est le marché qui est inefficient et l'action de l'État est légitime pour prendre en charge les biens collectifs, intervenir contre les monopoles et prendre en charge les effets externes (répercussion de l'activité d'un agent économique sur d'autres agents, sans compensation monétaire). Externalité positive : l'implantation d'une usine. Externalités négatives le plus souvent : pollution, épuisement des ressources, coûts sociaux et médicaux… Ces externalités ne peuvent être prises en compte par le marché et éloignent l'économie de l'optimum.

Oui, l'État est légitime pour intervenir dans la régulation des équilibres et pour prendre en charge les biens collectifs, réduire ou supprimer les monopoles, réguler les monopoles naturels, et prendre en charge ou réguler la prise en charge des effets externes par les entreprises. En effet la prise en charge des externalités négatives des activités économiques doit relever des entreprises qui les ont produites. Il n'y a pas de dégâts collatéraux humains ou environnementaux qui soient « naturels ». Le marché ne peut pas se déclarer irresponsable au nom d'un optimum économique. Tout est lié.

17. L'analyse micro économique privilégie la courte période. Ce qui est analysé, c'est la microdécision d'un instant donné.

Non, l'analyse microéconomique ne peut pas se limiter à l'analyse en courte période. Toute décision économique s'insère dans le passé, le présent et le futur, sans oublier la société et son territoire. L'économie n'est pas hors sol, hors du temps, hors du social et de l'environnement. Toute décision économique à des effets dont elle est responsable.

18. Postulats de la microéconomie :

- *Les individus sont rationnels*
- *ils disposent de toutes les informations nécessaires et savent les analyser*
- *l'agrégation des comportements est harmonieuse. L'optimum de Pareto : pas possible d'augmenter la satisfaction d'un individu sans diminuer celle d'un autre, si chacun œuvre pour son intérêt et que les lois du marché sont respectées. Le chômage involontaire est impossible.*
- *l'analyse économique doit porter sur l'étude d'agents économiques représentatifs et agréger leurs comportements.*
- *les interventions de l'État sont légitimes que pour les biens collectifs, les monopoles et les effets externes.*

L'économie de communion n'adhère pas aux postulats de la microéconomie néolibérale, sauf en ce qui concerne l'intervention de l'État. Ses postulats sont les suivants :

- Les individus sont rationnels au sens faible ou au sens limité. Ils sont altruistes.
- Ils ne peuvent pas disposer de toutes les informations
- l'agrégation des comportements n'est pas automatiquement harmonieuse
- la personne cherche son intérêt en équilibre avec l'intérêt de l'autre
- l'analyse économique doit porter, à la fois, sur la micro et la macroéconomie
- les interventions de l'État sont légitimes dans le respect des corps intermédiaires

b. Les critiques traditionnelles de la microéconomie classique

U*ne critique mineure, mais décisive : la critique de la loi des rendements décroissants*

19. Le point fondamental de la critique porte sur la mise en question de la théorie néoclassique de la rupture entre la courte et la longue période. La décroissance de l'utilité marginale est un fait reconnu. Mais la productivité marginale n'est décroissante que sur la courte période. Sur la longue période, ce qui importe, ce ne sont pas les rendements des facteurs (productivité de chaque facteur de production), mais les rendements d'échelle (productivité de la combinaison productive). L'entreprise anticipe l'avenir, ses décisions sont davantage que des microdécisions. Les économies d'échelle (réduction des coûts unitaires en produisant davantage) sont plus fréquentes que les dés-économies d'échelle. Donc, les rendements d'échelle sont le plus souvent croissants et donc les coûts marginaux décroissants.

Cette conclusion met à mal la théorie néoclassique, car, avec des coûts marginaux décroissants, la production de chaque entreprise est censée être infinie. Les facteurs de production ne sont plus rémunérés à leur productivité marginale, puisque seuls comptent les rendements d'échelle. La production étant infinie, cela génèrerait une guerre des prix et une évolution vers le monopole. Seules survivraient les petites entreprises de proximité qui ont une demande limitée. La mise en cause du

postulat de la productivité marginale décroissante détruit en partie l'édifice de la microéconomie classique.

L'économie de communion ne prend pas en compte la loi des rendements décroissants. Elle s'intéresse à la longue période et aux rendements globaux de l'entreprise. L'entreprise anticipe l'avenir. Ses décisions ne sont pas des microdécisions.

Mais l'économie de communion est prudente quant aux rendements d'échelle croissants qui entraînent des coûts marginaux décroissants. En effet, elle est très réservée, voire opposée aux conséquences que cela peut avoir sur l'émergence d'entreprises monopolistiques si la profondeur du marché est suffisante. C'est le cas de la mondialisation. Or, les très grandes entreprises créent des distorsions du marché. Une intervention de l'État est alors nécessaire, soit pour réduire le périmètre du marché soir pour démanteler le monopole.

Une critique majeure : la critique keynésienne qui donne naissance à la macroéconomie

20. Pour Keynes, le chômage n'est pas volontaire. Sa Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie (1936) présente les fondements de la macroéconomie.

Il met en cause le postulat de rationalité des agents économiques. Les salariés sont victimes de l'illusion monétaire. Ils ne réagissent pas à des modifications de salaire réel, mais à des modifications du salaire nominal. Ce qui perturbe l'équilibre du marché du travail.

De plus, les individus peuvent avoir une préférence pour la liquidité. En effet l'épargne a deux utilisations : la première se transforme en investissement composante de la demande. La seconde tombe dans la « trappe à la liquidité » et échappe à la demande.

Pour Keynes, l'agrégation des comportements individuels n'est pas toujours harmonieuse. Ainsi, baisser les coûts de la main-d'œuvre pour augmenter les profits, risque de créer un manque de débouchés, au niveau global.

L'épargne, qui est une vertu privée, est un vice public. L'augmentation du revenu n'induit pas un accroissement proportionnel de la demande, car les ménages épargnent une partie de celui-ci. Cela ne poserait pas de problème si l'épargne était intégralement investie.

Il faut inverser la relation entre salaire et emploi. Ce n'est pas le niveau de l'emploi qui dépend du salaire, mais le salaire qui dépend du niveau de l'emploi. Pour Keynes, le niveau de l'emploi dépend du niveau de production qui dépend du niveau de la demande effective, anticipée par les entreprises.

Keynes remet en cause les postulats de la microéconomie néoclassique. Pour lui l'analyse économique doit être macroéconomique et doit s'appuyer sur l'étude des grandeurs globales. Il affirme le principe du no bridge.

Pour l'économie de communion, le chômage n'est pas volontaire. L'économie de communion partage aussi le fait que les individus peuvent avoir une préférence pour la liquidité, surtout dans les périodes d'incertitudes où le taux d'épargne augmente. Pour cette épargne deux usages sont possibles. Une partie est investie, c'est une composante de la

demande qui entre dans le calcul du PIB. Une deuxième partie tombe dans la trappe à la liquidité et sort de la demande. Ce qui réduit la demande et diminue les débouchés au niveau global. Donc, l'augmentation des revenus n'induit pas un accroissement proportionnel de la demande. Cela se vérifie aussi avec la baisse des salaires pour augmenter les profits qui risquent de créer un manque de débouchés. La baisse des salaires ou l'augmentation de l'épargne ont les mêmes effets potentiels sur les débouchés. Ce raisonnement est incomplet, car il ne prend pas en compte les effets des importations. En effet, une partie des salaires est utilisée pour acheter des produits importés meilleur marché. Ce qui diminue d'autant les effets d'entraînement de la demande sur la croissance. Ce point est toujours oublié dans le discours public. En fait la vraie valeur de la demande du point de vue du PIB d'un pays est égale à la demande réduite du montant des importations des produits de consommation.

Par ailleurs, l'épargne n'est pas un vice public. Car l'épargne est nécessaire pour le bien des familles et des personnes. Grâce à l'épargne, il est possible de disposer d'une trésorerie pour les dépenses courantes ou de financer un investissement, comme dans l'achat de sa résidence principale ou encore de payer les études de ses enfants. La vraie question porte sur le véhicule qui permettra de conserver cette épargne en attendant son usage. Il va de soi que si elle est sous forme de monnaie liquide ou sur le compte courant de sa banque, elle n'a pas la même valeur économique que si elle est placée sur des comptes règlementés, des assurances vie ou des actions. Dans le premier cas, elle est « morte », elle ne sert à rien, elle ne participe pas à la demande. Dans le deuxième cas, elle peut être utilisée par la banque pour financer des logements, du développement durable, des entreprises. Elle participe à l'activité économique. L'épargne est alors entièrement investie.

Pour l'économie de communion, la question de la relation entre niveau de l'emploi et salaire ne se pose pas. Le salaire doit être juste. Il dépend de la personne. Même si la productivité de la personne est faible, elle doit être payée au juste salaire, celui qui permet de vivre dignement. Une part de ce salaire pouvant être payé par des transferts sociaux. En revanche, si des primes ou des intéressements sont versés par l'entreprise, ils sont liés aux profits que fait l'entreprise qui sont liés à la demande effective.

L'analyse économique doit être à la fois microéconomique et macroéconomique. L'une et l'autre s'éclairent réciproquement. La microéconomie éclaire les comportements humains et la macroéconomie en les agrégeant permet de comprendre les effets de ces comportements individuels ou de ceux des agents macroéconomiques comme les très grandes entreprises ou les agents publics. Les décisions de l'État ont des effets sur les comportements individuels des ménages et des chefs d'entreprises. L'économie de communion refuse donc le no bridge comme les néokeynésiens.

2. Les nouveaux libéraux acceptent et élargissent les objets d'étude de la microéconomie néoclassique.

Les néolibéraux radicalisent certaines analyses de la microéconomie. cf. chapitres 3 et 6.

Les néolibéraux élargissent le domaine d'analyse de la microéconomie

21. Ils utilisent ces outils dans l'étude des biens non marchands et dans les domaines extra-économiques comme l'éducation, le mariage, la criminalité.

L'économie de communion est très réservée, pour ne pas dire opposée, à cet élargissement des outils de la microéconomie dans l'étude des biens non marchands et dans des domaines comme ceux de l'éducation, du mariage ou de la criminalité. Vouloir tout ramener à une vision économique est dangereux, car cela fait perdre à ces domaines leur valeur intrinsèque et morale. Il faut traiter ces domaines avec des valeurs qui ne relèvent pas de l'utilité.

C'est le cas de la théorie du capital humain qui applique l'analyse de l'entreprise aux choix de l'individu. Comme l'entreprise, l'individu procède à des investissements qu'il faut rentabiliser. L'investissement en capital humain peut être monétaire (achat d'éducation ou de biens) ou non (perte de temps…) et il doit fournir un rendement qui peut être monétaire (salaire plus élevé) ou non (gains de temps ou d'utilité). Les deux applications de cette théorie sont l'éducation et la consommation.

L'analyse des choix de l'individu ne peut pas être réduite à l'analyse de ceux de l'entreprise. L'approche de la théorie du capital humain n'est pas adaptée à la nature de la personne qui ne se résume pas à des investissements, à un achat ou à un rendement. L'homme est porté par des motivations intrinsèques et extrinsèques qui ne relèvent que partiellement de problèmes monétaires ou matériels. Son analyse concerne d'abord la psychologie, la sociologie, l'histoire, la morale. L'économie est encastrée dans ces disciplines.

Pour la consommation, l'output est la satisfaction du consommateur et les inputs sont les prix des biens et le temps consacré à la production de cette satisfaction. Le temps est aussi important que le prix. Le temps explique une certaine inertie dans les goûts et les habitudes et une résistance au changement.

Réduire le comportement du consommateur à la satisfaction de son désir avec l'achat au prix le plus bas et au minimum de temps à consacrer à cet achat, c'est le transformer en automate. C'est bien l'objectif du capitalisme actuel pour augmenter leurs profits. Alors que l'ambition devrait être de le rendre responsable de ses achats en lui donnant les bonnes informations, en l'inclinant à acheter durable et local, au juste prix, en consommant de façon frugale, dans le respect du producteur.

22. La théorie des choix publics considère qu'il faut transférer les règles d'étude de la sphère économique marchande à la sphère non marchande. Les individus restent rationnels et optimisateurs,

ils le restent aussi pour la sphère non marchande. Ainsi, sur le marché politique se rencontrent des offreurs et des demandeurs. Les offreurs sont les hommes politiques qui cherchent à maximiser leur utilité, pour se faire élire ou réélire en satisfaisant leurs électeurs. Ce qui conduit à une augmentation des dépenses.

Transférer les règles d'études de la sphère économique marchande à la sphère non marchande, comme prôné par la théorie des choix publics, est tout aussi réducteur que le transfert de l'analyse des choix de l'entreprise à ceux de l'être humain, tel que le pratique la théorie du capital humain. C'est le même mécanisme intellectuel avec le même danger. Cela conduit à la justification des dérives que l'on constate aujourd'hui dans le domaine public ou politique, ou même associatif. Chacun de ses domaines a besoin de règles propres ordonnées à sa finalité : le bien public et le bien des personnes.

Élargir les domaines de l'analyse microéconomique, revient à appliquer à tous les domaines de la vie humaine et de la nature des critères économiques en termes d'utilité, de coût, de rendement, de productivité. C'est extrêmement dangereux, car toute gratuité disparaîtra progressivement et exclura toute une frange de la population à l'accès à l'eau, aux semences, à la nature, à l'éducation, à la santé, à l'énergie (au niveau minium pour se chauffer, cuire…) …

3. La nouvelle microéconomie : rationalité, mais possibilité de déséquilibre

23. La nouvelle microéconomie a été surtout développée par la nouvelle économie keynésienne. Les hypothèses de la microéconomie classique sont remises en cause : information parfaite, transactions sans coûts, individus rationnels prenant des décisions non stratégiques.

La théorie des jeux considère que les individus adoptent des comportements stratégiques, car l'asymétrie de l'information modifie les règles d'échange.

L'économie de communion est sensible à l'approche de la nouvelle microéconomie développée, en particulier, par la nouvelle économie keynésienne, car elle remet en cause l'existence, dans la réalité, d'un marché atomistique, l'information parfaite, l'optimum collectif, la transaction sans coût, les individus rationnels prenant des décisions non stratégiques.

Cette approche correspond à une vision plus réelle des processus économiques à l'œuvre dans nos sociétés.

a. La théorie des jeux

24. Le marché n'est pas toujours atomistique, les individus et les entreprises nouent des relations d'interdépendances et adoptent des comportements stratégiques. La théorie des jeux étudie la prise de décision et les effets des comportements stratégiques. Elle montre comme les individus rationnels maximisent leur satisfaction dans le cadre de stratégies et pourquoi cette maximisation personnelle ne conduit pas toujours à l'optimum collectif.

Sauf pour les marchés locaux, le marché n'est pas atomistique. Il est structuré par des interdépendances fondées sur les grands groupes qui ordonnent les chaînes de valeur de tout ce que nous achetons. Cette interdépendance est en accélération depuis les années 80 et la mise en œuvre du commerce mondialisé. L'optimum collectif n'est pas atteint. En particulier il ne sait pas, ou il ne met pas en œuvre des réponses satisfaisantes à la juste répartition des richesses, à la pauvreté. La vision stratégique des chefs d'entreprises de communion est justement d'apporter des réponses à la question sociale par une plus juste répartition des richesses dès leur création.

Le dilemme du prisonnier

25. Deux individus suspectés d'avoir commis un vol sont interrogés séparément. Chacun se déclare non coupable, mais peut accuser l'autre. La meilleure stratégie est de ne pas accuser l'autre. Dans ce cas, ils sont libérés. Mais c'est une stratégie dominée. Les deux prisonniers vont donc se dénoncer mutuellement et être soumis à une peine légère. Leur comportement rationnel est sous-optimal. Ce jeu met en cause la « main invisible du marché ». La recherche de l'intérêt individuel ne permet pas toujours d'atteindre l'optimum collectif.

Cela est vrai pour deux duopoles qui se partagent un marché. Or, pour écouler une production plus élevée, les entreprises doivent baisser leur prix, ce qui érode leurs profits. Si les deux choisissent une production forte, leur profit respectif est plus faible que si les deux s'entendent.

Idem pour les politiques de relance où joue la contrainte extérieure. Seules la concertation et la coopération entre pays peuvent mener à une solution optimale. La non-concertation conduit à mettre en place une politique de rigueur dans chaque pays. La solution optimale est la relance conjointe, mais c'est une stratégie dominée.

Idem pour le libre-échange ou le protectionnisme modéré. Le libre-échange est une stratégie dominée. Elle n'a donc pas de raison d'être choisie en l'absence de concertation internationale.

Le « dilemme du prisonnier » met en cause la main invisible du marché. Il montre, en effet, que la seule recherche d'un intérêt individuel ne débouche pas sur un optimum naturel. Ce que partage l'économie de communion. Pour obtenir cet optimum, il faut opter pour une stratégie dominée, ce à quoi les agents en cause se refusent. Cette stratégie dominée se

concrétise par une relation de coopération entre les agents. C'est elle qui permet d'atteindre l'optimum. Il faut sortir des rapports de force pour coopérer et trouver ensemble un équilibre.

Cette coopération entre les deux partenaires d'un échange économique est au cœur de l'économie de communion. Pour elle, un acte marchand doit être fondé sur une relation d'amour de réciprocité où les deux partenaires recherchent à équilibrer leurs deux utilités. Cela peut se traduire par un don pour l'un des partenaires. Le don est intrinsèque à l'acte marchand. C'est une forme de l'équilibre de Nash (cf. § suivant), puisque cette relation d'amour de réciprocité est d'autant plus possible, que les deux partenaires connaissent les besoins de l'autre et peuvent donc adapter leur réponse à la réponse de l'autre.

L'équilibre de Nash[4]

26. Il s'agit de la combinaison de stratégies optimales. Elle consiste dans la meilleure solution que chaque joueur aurait donnée s'il avait connu la réponse de l'autre joueur.

Mais il existe des cas où l'équilibre de Nash n'existe pas, car il n'y a pas d'intersection possible entre chaque réponse.

Voilà un équilibre qui convient et que prône l'économie de communion… Grâce au don, l'EdeC statue qu'il y a toujours un équilibre possible !

b. L'information asymétrique

27. Une des conditions de la communication pure et parfaite est la transparence du marché, c'est-à-dire une information parfaite. Or, cette information est imparfaite. La nouvelle microéconomie traite surtout de l'information asymétrique, quand un seul des deux agents se livrant à la transaction dispose d'une information complète. Elle postule que les individus rationnels maximisent leur utilité et sont donc opportunistes et prêts à tricher.

Cette situation est inacceptable par l'économie de communion. Pour elle, il appartient à celui qui a l'information de la transmettre à l'autre partenaire. Elle refuse l'opportunisme et la tricherie. Les relations économiques doivent être en vérité.

Deux situations sont étudiées : la sélection adverse (antisélection) où la concurrence est perturbée, car une seule partie connaît la valeur du bien échangé ; et l'aléa moral, situation où l'agent non informé ne peut pas contrôler l'action de son partenaire ou n'a pas les moyens d'en évaluer l'opportunité.

[4] John Forbes Nash (1928-2015). Mathématicien et économiste américain.

La sélection adverse ou antisélection

28. Le prix est un signal de la qualité. Lorsqu'il ne peut plus jouer ce signal, l'information est biaisée. L'agent victime de ce manque d'information risque de sélectionner les mauvais produits.

- *exemple des automobiles d'occasion. Un acheteur ne peut connaître la qualité des produits vendus. Aussi, il veut acheter son véhicule à un prix plus bas pour compenser sa probabilité de tomber sur un mauvais produit. Mais à ce prix le vendeur hésite à vendre un bon produit qui a une valeur supérieure. Il propose donc de mauvais véhicules. La probabilité d'acheter un mauvais véhicule augmente donc. Les bonnes voitures disparaissent du marché. La sélection adverse a donc tendance à chasser les bons produits. Les perdants sont toujours les bons produits et les bons agents.*

La sélection adverse n'est pas possible en économie de communion, puisque la transparence de l'information est de mise pour favoriser les bons produits et les bons agents.

L'aléa moral

29. Un agent économique ne peut pas contrôler l'action d'un autre agent qui en profite pour tirer « au flanc » ; un agent peut observer l'action, mais il n'a pas l'opportunité d'en juger l'opportunité. Le seul moyen de modérer les coûts de surveillance est d'alourdir la sanction.

- *les modèles de « tire au flan » concernent surtout le marché du travail. Les chefs d'entreprises n'ont pas toujours les moyens de vérifier que leurs salariés font le maximum pour accroître leur productivité. Augmenter la surveillance et les contrôles ont un coût considérable. Offrir une prime, mais la productivité est difficile à évaluer. Appliquer une sanction ? La théorie du salaire d'efficience montre que le meilleur moyen est de rendre la sanction suffisamment forte pour qu'elle compense la faible probabilité d'être démasqué.*

Une sanction forte pour lutter contre l'aléa moral ne semble pas adaptée, contrairement à la théorie du salaire d'efficience. L'économie de communion favorise, dans ce cas, la mise en place d'un esprit d'équipe qui permet d'accompagner en permanence tous les membres de l'équipe et de les soutenir s'ils passent un moment difficile ou s'ils sont tentés de tirer au flan.

L'information asymétrique crée des déséquilibres graves qui peuvent stopper les échanges et avoir ainsi des conséquences macroéconomiques.

c. La théorie des coûts de transactions ou théorie des contrats.

30. Les coûts de transaction expliquent en partie l'apparition de la firme oligopolistique. De nombreuses transactions entre entreprises ou entre entreprises et leurs salariés exigent la signature de contrats à des coûts élevés.

La nature de la firme

31. La firme est opposée au marché. Les firmes de grande taille se développent, car leur forme organisationnelle permet de réduire les coûts de transaction. Elles sont donc plus efficaces que le marché en réduisant les changements de prix, de fournisseurs et de clients, la recherche d'informations, les coûts de négociation. Elle se fonde sur des relations contractuelles plus durables. Mais elle a des coûts d'organisation très élevés. Le marché n'est efficace que si les coûts d'organisation sont supérieurs aux coûts de transactions économisés.

C'est d'abord une volonté de pouvoir pour supprimer la concurrence avec d'autres firmes et conserver ou augmenter leurs profits. Plus l'espace du marché est vaste, plus les grandes entreprises peuvent se développer. La vraie question n'est pas de comprendre pourquoi les grandes et très grandes entreprises se forment, mais comment empêcher ce processus ? Cette régulation de la taille des entreprises pour maintenir le marché le plus atomistique possible et donc une saine concurrence est d'abord le rôle de l'État. Cette régulation doit porter, à la fois, sur la taille du marché et sur le démantèlement des grandes entreprises. Il faut aussi veiller en amont aux conditions de leur croissance externe, pour éviter le rachat systématique de leurs jeunes concurrents ou d'entreprises permettant de diversifier ou de renforcer leur offre. Sinon, les TPE, PME ne peuvent pas devenir des ETI qui constitue le tissu entrepreneurial le plus performant, car ancrées dans un territoire.

Marchés et hiérarchies

32. Les marchés sont nécessairement incomplets, car ils ne peuvent prévoir toutes les situations futures. Il faut les renouveler et les compléter. Cela alourdit le coût des transactions et cela résulte de la rationalité limitée et de l'opportunisme des agents économiques.

La rationalité, en opposition à la conception néoclassique, est forcément limitée :

- *une marge d'incertitude et d'imprévisibilité subsiste toujours*
- *les individus n'ont pas les moyens de dénombrer toutes les actions possibles et leurs conséquences*
- *les décisions sont souvent interdépendantes alors que les individus ne peuvent pas connaître parfaitement les actions des autres*

Les districts industriels (ou clusters) sont la bonne réponse aux défauts des marchés : non-prévision de toutes les situations futures, rationalité limitée et opportunisme des agents économiques, difficulté à dénombrer toutes les actions possibles et leurs conséquences, les décisions sont souvent interdépendantes alors que les individus ne peuvent connaître parfaitement les actions des autres. En effet, en réunissant sur un même territoire des entreprises ayant les mêmes valeurs, cela permet de constituer des outils communs, de mieux partager les bonnes informations, de réduire les coûts de transaction, d'innover de façon plus efficace, d'accéder ensemble à des marchés, de mieux défendre leurs intérêts auprès des pouvoirs publics et des financiers, de se soutenir en cas de difficultés. C'est de l'économie de communion.

33. Les individus sont aussi opportunistes ; ils cherchent à maximiser leurs gains par la tromperie.

L'objectif principal de l'entreprise est de minimiser les coûts de transactions qui proviennent en partie de l'incomplétude des contrats. Il existe trois formes organisationnelles qui sont le marché, la hiérarchie et une forme intermédiaire, la forme hybride :

- *dans une organisation de marché et quand les actifs échangés sont courants et qu'il est facile de changer de partenaires, la gestion de l'incomplétude des contrats se réalise par une rupture du contrat et un engagement avec un tiers.*
- *mais quand certains actifs sont spécifiques (capital humain, matériaux électroniques, coûts fixes non recouvrables) chaque partenaire peut difficilement remplacer son fournisseur ou son client. Le marché doit s'effacer devant la « hiérarchie ». Sous forme oligopolistique, l'entreprise entretient des relations asymétriques avec ses partenaires. Elle dispose du pouvoir de décision dans des situations non prévues par les contrats, l'autre partie se réservant le droit de rompre le contrat.*
- *la forme hybride est une forme intermédiaire.*

La théorie des contrats propose donc une explication à la situation oligopolistique des marchés et à certaines rigidités. Les entreprises peuvent choisir le « make or buy ». Ainsi, les entreprises peuvent internaliser davantage la production des actifs spécifiques et faire appel à la sous-traitance pour les autres.

Cette façon d'aborder la réduction du coût des transactions ne convient pas à l'économie de communion. Que ce soit par la rupture du contrat ou par une négociation dominée par un oligopole. Tout d'abord la relation avec l'oligopole est une relation de force. Elle n'est pas saine. Il faut réduire la place des oligopoles dans le tissu économique. Ensuite rompre un contrat n'est pas une solution en soi. La réponse consiste à contractualiser dans la confiance, dans la transparence et dans le respect du bien des deux partenaires. Et si ces conditions ne sont pas présentes, de ne pas contractualiser.

Conclusion sur la nouvelle microéconomie

34. Elle renouvelle la microéconomie néoclassique. Elle sert de fondement à la nouvelle macroéconomie keynésienne qui voit dans la rationalité limitée, dans les interactions stratégiques, dans les coûts de transactions, dans l'asymétrie informationnelle, des sources possibles de déséquilibres macroéconomiques légitimant une intervention de l'État.

Il existe plusieurs nouvelles microéconomies, avec des points de ralliement :

- *les individus sont rationnels (au sens utilitariste).*
- *malgré la rationalité des individus, l'agrégation des comportements individuels n'est pas toujours harmonieuse et les déséquilibres sont possibles.*
- *chaque analyse de la microéconomie étudie une imperfection du marché qui est source de déséquilibre : marché non atomistique et donc comportements stratégiques pour la théorie des jeux ; information imparfaite dans les modèles d'asymétrie de l'information ; existence de coûts de transactions dans la théorie des contrats.*

Pour l'économie de communion, la microéconomie est fondée sur les points suivants :

- les personnes pratiquent au sein des échanges la relation d'amour de réciprocité et le don
- malgré cette forme de rationalité, l'agrégation des comportements individuels n'est pas toujours harmonieuse, ce qui légitime l'intervention régulatrice de l'État
- chaque analyse de la microéconomie étudie une imperfection du marché qui est source de déséquilibre : marché non atomistique, information imparfaite, coûts de transactions.

Chapitre 2 La nouvelle macroéconomie

35. Pour les nouveaux économistes classiques, le fondement de la macroéconomie doit être la microéconomie donc l'étude des comportements individuels, parfaitement rationnels, avec un déséquilibre rare et temporel.

Pour les nouveaux économistes keynésiens, ils acceptent la rationalité des agents économiques, mais que les déséquilibres peuvent être durables et le chômage involontaire.

1.La nouvelle macroéconomie classique : anticipations rationnelles et pas de déséquilibre.

36. Cette théorie milite pour l'abandon des politiques discrétionnaires, i-e des politiques conjoncturelles de réglage fin.

a. Ses hypothèses.

37. Cette nouvelle théorie macroéconomique classique reprend les hypothèses fondamentales de la théorie néoclassique et ajoute les anticipations rationnelles.

La reprise du modèle de l'équilibre général.

38. L'offre globale et la demande globale proviennent de l'agrégation des offres et des demandes individuelles et sont des fonctions respectivement croissantes et décroissantes du prix. C'est le niveau d'équilibre entre l'offre et la demande de biens et de services qui détermine le niveau de production. Chaque agent ajuste son comportement en fonction du prix. Si le prix augmente, c'est que la demande est supérieure à l'offre et que l'on peut produire ou offrir davantage. Les marchés s'auto-équilibrent grâce à la libre variation des prix.

Par exemple, sur le marché du travail, chaque hausse de salaire est une opportunité à saisir rapidement par le salarié. Le marché du travail est toujours équilibré ; le chômage est forcément volontaire. L'économie est en état constant d'équilibre.

L'économie de communion n'avalise pas ses fondements qui ne précisent pas le territoire de référence, qui ne prennent pas en compte les effets des marchés extérieurs, et qui ne retiennent pas l'hypothèse du juste salaire.

Les anticipations rationnelles

39. De plus une des conditions d'équilibre des marchés est la rationalité des agents économiques. Ils cherchent à maximiser leur utilité et disposent de toutes les informations. Ils anticipent aussi bien que les économistes et les politiques les évènements futurs. L'extraction de l'information par les agents dépend de l'environnement habituel : dans un contexte de stabilité des prix, l'augmentation de prix ne concerne que son produit, l'agent augmente son offre ; dans un contexte d'instabilité, il considérera que la variation est globale, l'agent ne modifie pas son comportement.

Pour l'économie de communion, l'agent ne modifie pas son comportement uniquement en fonction du prix, mais il s'assure que c'est le juste prix au regard du client, du fournisseur, et de la rémunération de ses salariés au juste salaire.

b. Les cycles économiques

Les chocs économiques avec effet de surprise

40. Les cycles s'expliquent par des anticipations biaisées. Une économie en équilibre : une augmentation anticipée de tous les prix n'a aucun effet sur le niveau de production et le celui de l'emploi. Seul le niveau des prix a changé.

Mais si une augmentation des prix, par une variation monétaire, n'est pas convenablement anticipée par les offreurs. La courbe de demande s'ajuste aux nouveaux prix, mais pas celle de l'offre. Les offreurs réagissent par une augmentation de la production ou de l'offre de travail. Au bout d'un certain temps, les entrepreneurs modifient alors leur offre et s'ajustent au nouveau système de prix.

La monnaie n'est donc pas parfaitement neutre, car une variation monétaire provoque un cycle.

Pour l'économie de communion, la monnaie n'est effectivement pas neutre. Ses variations peuvent modifier les équilibres économiques si les anticipations des agents ne sont pas adaptées aux conséquences de ces variations monétaires sur l'économie réelle.

Les chocs réels

41. Les origines du cycle peuvent être cherchées dans la sphère réelle : chocs exogènes, ou chocs liés au progrès technique. Chocs de demande ou d'offre. Le cycle est un cycle d'équilibre, car toute fluctuation s'explique par l'ajustement continu du marché.

Le cycle n'est pas automatiquement un cycle d'équilibre si les conséquences des chocs réels sur l'économie entraînent des modifications structurelles des modèles socioéconomiques. Et ce d'autant plus qu'avec la mondialisation des échanges, ces modifications impactent les échanges extérieurs.

c. Le refus de la politique économique conjoncturelle

42. Pour la nouvelle économie classique, ces politiques conjoncturelles ne sont pas efficaces. Il faut adopter des règles stables et de long terme.

Pour l'économie de communion, il vaut mieux effectivement des règles stables et de long terme. Cela facilite les anticipations et la vision des agents économiques. À condition que ces règles tiennent compte de la réalité économique et qu'elles soient adaptées à cette réalité. Ne pas modifier le mode de financement du système social pour tenir compte de l'euro et de la mondialisation des échanges est tout aussi dangereux que de conserver le financement du système social et ne pas modifier le système monétaire et les règles de la mondialisation. Ces enjeux sont structurels.

Mais quand les enjeux sont conjoncturels, des politiques économiques conjoncturelles sont justifiées.

L'inefficacité des politiques discrétionnaires

43. Les seuls effets possibles résultent de l'effet de surprise. Mais ces effets ne sont que très temporaires. La politique monétaire est inefficace, car toute modification prévisible de la quantité de monnaie est rationnellement anticipée et n'a aucun effet sur l'emploi et la production. Seul le niveau général des prix est modifié. Si les anticipations rationnelles des agents sont correctes, une croissance monétaire forte crée de l'inflation (et une faible croissance est désinflationniste), sans changer le chômage qui reste à son niveau naturel.

La politique conjoncturelle budgétaire n'est pas non plus efficace. Un déficit budgétaire n'a pas d'effet sur la demande, car les individus anticipent sur les augmentations d'impôts pour rembourser la dette et épargnent.

En temps normal, la quantité de monnaie est décidée par la banque centrale européenne, qui l'adapte pour ne pas créer d'inflation. C'est le cœur de son mandat. Mais quand des évènements conjoncturels surviennent comme pour le COVID, la banque centrale peut déroger à cette règle si les États ont besoin de liquidités pour financer leur économie en difficulté. On a pu constater que l'inflation, en Europe, est d'abord la conséquence de chocs exogènes (prix de l'énergie, guerre…).

Pour la politique budgétaire, l'expérience montre que les déficits répétés sont désastreux, car ils contribuent aussi au déficit de la balance commerciale et augmentent l'endettement du pays. Cela étant, un déficit conjoncturel peut être justifié pour faire face à un enjeu grave, mais la difficulté est ensuite de résorber ce déficit conjoncturel, c'est-à-dire de trouver des marges de manœuvre pour ce faire, toute chose étant égale par ailleurs.

La politique doit assurer la cohérence temporelle

44. Les nouveaux économistes classiques s'opposent aux keynésiens qui considèrent que les politiques monétaires restrictives sont préjudiciables à la croissance, même si elles sont nécessaires pour assainir l'économie avec des effets récessifs à court terme. Il faut une politique de stabilité à long terme crédible. La politique monétaire doit être menée par une banque centrale indépendante.

Oui, pour une politique de stabilité à long terme. Oui, pour une banque centrale indépendante. Mais il faut que son mandat soit étendu de l'inflation à l'emploi. L'emploi ne peut pas être seulement un résultat constaté. Il faut qu'il soit un objectif en soi. Sachant qu'avec une monnaie unique appliquée à des modèles socioéconomiques différents, les effets régulateurs de la banque centrale peuvent être catastrophiques selon le modèle économique des pays. Il faut alors prévoir des mesures compensatrices pour rehausser la qualité des modèles économiques en difficulté. Ces mesures étant fondées sur des investissements ou des subventions pour investissement, et non par des prêts.

2. La nouvelle macroéconomique keynésienne : rationalité des agents économiques, fixation des prix sur les marchés, possibilité de déséquilibre.

45. Les déséquilibres existent et se propagent, car les marchés ne peuvent s'autoréguler à cause de la viscosité (rigidité) des prix et des salaires. La monnaie n'est pas neutre. Mais ils s'opposent à des interventions trop rigoureuses des États, parce qu'ils ne considèrent pas que les salaires sont victimes de l'illusion monétaire, et qu'ils ne fondent pas leur théorie sur le principe de la demande effective. Mais le chômage involontaire existe et les forces du marché n'assurent ni l'équilibre ni l'optimum.

Quel territoire de référence ? Cette question est essentielle en situation d'économie mondialisée. L'analyse n'est pas la même si l'on s'intéresse à un seul pays pour un marché interne ou si l'on prend en compte les effets des déséquilibres sur tous les pays concernés par les marchés étudiés. Dans le deuxième cas, il faut prendre en compte les effets sur les balances commerciales et ne pas se limiter aux enjeux liés à l'illusion monétaire et à la demande effective. Une large partie des prix sont définis par une offre étrangère au pays. Ils ne respectent pas nos contraintes sociales et environnementales. Ils sont donc destructeurs d'emplois nationaux et de leur propre environnement. Les États et l'Europe doivent intervenir pour rétablir les équilibres socioéconomiques en taxant les importations et remettre les prix des produits importés avec les mêmes contraintes sociales et environnementales que les pays importateurs. Dans un tel contexte, la rationalité des agents économiques ne doit pas se limiter au seul prix, mais prendre en compte aussi le respect des contraintes sociales et environnementales. L'économie est encastrée dans le social et l'environnemental. Cela étant, si l'in se réfère à un article de l'Institut Polanyi France[5], cet encastrement n'est jamais total. Son intensité peut varier selon les circonstances ou la nature des marchés. Le marché néolibéral milite pour le minimum d'encastrement de l'économie au sein su social et de l'environnement. Pour cet encastrement réduirait l'efficacité du marché. En revanche, pour

[5] Un ou deux K. Polanyi ? Le problème du désencastrement dans la nouvelle sociologie économique. Ronan Le Velly. 27 11 2009.

l'économie de communion, cet encastrement doit être optimum, c'est-à-dire que c'est le social et l'environnement qui ordonne le marché. Par exemple, les salaires ne sont pas régulés uniquement par le marché, mais aussi par le juste salaire qui permet au salarié de vivre décemment avec sa famille dans son pays. C'est le juste salaire qui a la priorité et non pas le profit maximum de l'entreprise.

a. La rigidité des prix.

46. La rigidité des prix serait l'explication de la non-neutralité de la monnaie et du non-ajustement continu des marchés. Les marchés fonctionnent imparfaitement. La concurrence est imparfaite. Les entreprises sont le plus souvent des « faiseurs de prix » que des « preneurs de prix ». Elles ne réagissent pas spontanément, par une variation de leurs prix, aux modifications de la demande ou de l'offre. En situation de concurrence imparfaite, elle ne modifiera son prix que lorsque le manque à gagner sera supérieur au coût de modification du prix. Cette viscosité des prix peut être importante au niveau macroéconomique. Chaque entreprise, de taille appréciable, est liée à des centaines d'autres entreprises, dont des entreprises étrangères, avec des transactions portant sur des centaines de produits. Les coûts de transactions sont considérables et contribuent à la rigidité des prix. Étant donné le nombre d'entreprises concernées rendent difficiles les ajustements de prix. Les asymétries d'information provoquent des phénomènes d'antisélection, faisant fuir les agents à faibles risques. Cela empêche l'équilibre des marchés et peut avoir des conséquences macroéconomiques redoutables. Sur les marchés de clientèle, les achats sont répétitifs : les offreurs sont en concurrence, mais les consommateurs sont habitués à leurs fournisseurs. Tout changement de fournisseurs est lent, et les prix ne s'ajustent que très lentement.

Pour toutes ces raisons, les prix ne s'ajustent pas parfaitement et les marchés peuvent durablement être en déséquilibre. La monnaie n'est pas neutre, car la rigidité des prix n'absorbe pas immédiatement les variations de quantité de monnaie. Une augmentation de la quantité de monnaie augmente la demande et une baisse contribue à la récession. Les situations de monopole contribuent aussi à la rigidité des prix.

Cette rigidité des prix et leurs conséquences paraissent très vraisemblables et conformes à la réalité, contrairement à la vision de la nouvelle économie classique. La mondialisation des marchés est un des facteurs de rigidité. Il faut favoriser et accompagner les marchés locaux ou régionaux.

b. La rigidité de salaires et le chômage involontaire

47. Le niveau de l'emploi, pour les nouveaux économistes keynésiens, est déterminé par le marché du travail. Mais cela n'exclut pas le chômage involontaire, car des rigidités salariales nuisent à l'ajustement du marché et parce que les entreprises peuvent avoir intérêt à rémunérer leurs salariés au-delà du salaire d'équilibre. Les salaires ne sont pas négociés au jour le jour, mais ils le sont sur une

période déterminée, ce qui crée des rigidités importantes. Même en cas de hausse des prix, les salariés n'ont pas la possibilité d'exiger une augmentation. Un excédent de la demande de travail par rapport à l'offre n'induit pas automatiquement une hausse de salaire réel. Les accords de branches, les règles sur le salaire minimum, génèrent aussi des rigidités. Les salariés acceptent aussi des salaires inférieurs au salaire d'équilibre en échange de la garantie d'une stabilité de celui-ci. L'entreprise peut avoir intérêt à offrir des salaires plus élevés que ceux du marché pour diminuer le turn-over, pour motiver les salariés pour qu'ils soient plus productifs, pour que les salariés hésitent à tirer au flan par peur de perdre un salaire élevé en cas de licenciement, pour attirer les plus qualifiés. Les salariés en place dans l'entreprise, connaissant le coût du turn-over, peuvent exiger des salaires plus élevés.

Toutes ces circonstances illustrent les rigidités du marché du travail et infirment l'hypothèse d'ajustement continu des marchés et montrent que le marché du travail peut être en déséquilibre et donc que le chômage peut être involontaire.

Les interventions de l'État sont nécessaires, mais elles ne doivent pas être fréquentes et lourdes. Les néokeynésiens préconisent une flexibilisation du marché du travail et une flexibilisation des rémunérations pour baisser la barre du chômage naturel.

Le juste prix et le juste salaire sont des rigidités très fortes au sein des marchés. C'est moins le rapport entre l'offre et la demande qui les détermine, que des conditions de justice au regard des bénéficiaires du prix. En général, ils ont un niveau supérieur au prix du marché. Ils sont décidés au niveau microéconomique par l'acheteur ou par le chef d'entreprise. Cela se traduit par un arbitrage entre différentes dépenses et par une réduction de l'épargne pour l'acheteur-consommateur ou par une réduction du revenu et du profit pour le chef d'entreprise. La recherche de l'utilité sociale vient se rajouter à la recherche de mon utilité personnelle.

Un point n'est pas pris en compte dans le raisonnement économique : les effets de la balance commerciale sur la formation des prix et sur l'emploi. Les produits et les services concurrencés par les produits et les services importés sont tirés vers le bas, ce qui revient à exporter de l'emploi. En revanche les produits exportés importent de l'emploi. Il est important d'éviter l'achat de produits ou de services importés.

Le chômage involontaire existe à cause de faits exogènes à la personne : insuffisance d'offre d'emploi à cause du déficit de la balance commerciale, épargne trop importante non investie dans des entreprises nationales. Ces deux phénomènes créent un déséquilibre entre la consommation et la production de biens et de services.

Mais il existe aussi un chômage volontaire généré par une offre sociale inadaptée aux comportements des agents économiques qui l'instrumentalise à leur avantage, profitant du financement du chômage comme un revenu « normal » : intermittents du spectacle, intérimaires volontaires, congés maladie extensifs…

Chapitre 3. La croissance est-elle un phénomène endogène ou exogène ?

48. La croissance économique peut être analysée à court terme ou à long terme. À court terme les déterminants sont conjoncturels, à long terme, ce sont des facteurs plus structurels.

L'économie de communion partage ce constat.

1.La théorie traditionnelle de la croissance : un phénomène exogène

49. La croissance de longue période est exogène. Ses déterminants sont extérieurs à la sphère économique.

L'économie de communion est réservée sur ce constat qu'il faut relativiser.

a. Un modèle de croissance exogène et déséquilibré : celui de Harrod

50. En 1948, il formule un modèle keynésien de croissance, avec possibilité de sous-emploi et en différentiant trois taux de croissance :

- *un taux effectif qui se réalise réellement*
- *un taux garanti, celui qui assure l'équilibre entre épargne et investissement. L'investissement, dont le niveau résulte des anticipations en termes de débouchés des entrepreneurs, n'a qu'une faible probabilité de correspondre au niveau d'épargne qui est fonction du revenu. Rien n'indique que ce taux de croissance assure le plein emploi.*
- *le taux naturel qui assure le plein emploi. Il dépend de la croissance de la population active (démographie) et de la croissance de la productivité (progrès technique). La démographie et le progrès technique sont des données exogènes, extérieures à la sphère économique.*

Aucun mécanisme n'influe sur la croissance effective pour qu'elle assure le plein emploi. La croissance idéale et équilibrée serait celle qui ferait coïncider croissance garantie et croissance naturelle. Mais la croissance garantie a peu de chance d'être réalisée et ses déterminants sont étrangers à ceux de la croissance naturelle, le plein emploi. Une croissance équilibrée et de plein emploi relève du hasard. L'action de l'État est donc légitimée.

L'économie de communion partage cette analyse keynésienne. Elle est d'autant plus vérifiée que la mondialisation des échanges en déséquilibrant les balances commerciales des

pays découple la relation entre croissance et création d'emplois. De plus, les économistes, en 1948, ne prennent pas en compte les effets tampons de la main-d'œuvre agricole qui existait encore à la sortie de la guerre. 35 % des emplois étaient agricoles. La création d'emplois au bon niveau n'est possible que si les entreprises acceptent de réduire leur productivité et donc leurs profits pour augmenter l'intensité en emploi de leur chiffre d'affaires.

b. Un modèle de croissance exogène et équilibré : celui de Solow[6]

51. En 1956, Solow bâtit un modèle néoclassique qui s'appuie sur une fonction de production microéconomique. Cela permet de présenter une conception équilibrée de la croissance. La croissance est équilibrée, car la flexibilité des facteurs de production (le salaire pour le travail et l'intérêt pour le capital) permet d'assurer le plein emploi. L'excès d'offre de travail (facteur démographique) ferait baisser le salaire, ce qui inciterait les entreprises à embaucher davantage dans une configuration moins capitalistique.

Dans le modèle de Solow, les rendements factoriels sont décroissants. Ce qui a tendance à limiter la croissance. Seul le progrès technique permet de contrecarrer la décroissance des rendements. C'est un facteur exogène provenant de données extérieures à la croissance : le progrès scientifique.

La croissance dépend donc de deux facteurs principaux : la quantité de travail qui dépend de la croissance démographique et le progrès technique. Ces facteurs sont exogènes, car indépendants de la sphère économique.

La croissance de longue période n'est pas un phénomène auto-entretenu et cumulatif.

Cette approche néoclassique de la croissance n'est pas réaliste, car elle suppose des ajustements à la baisse des salaires pour parvenir au plein emploi. Cela n'est pas compatible avec la notion de juste salaire.

2. Les nouvelles théories de la croissance : un phénomène endogène

a. Les hypothèses : progrès technique endogène et rendements constants

52. La croissance n'est pas un phénomène naturel provenant uniquement de la croissance démographique et du progrès technique. Certaines régions connaissent une croissance qui semble auto-entretenue, malgré des conditions démographiques défavorables, alors que d'autres régions ne parviennent pas à enclencher le processus. La croissance semble être un phénomène cumulatif.

[6] Robert Solow (1924-2023). Économiste américain. Connu pour sa théorie de la croissance économique.

Pour intégrer ces constatations, des économistes keynésiens et néolibéraux, ont bâti la théorie de la croissance endogène. Ces théories s'inscrivent dans un cadre d'analyse d'équilibre concurrentiel. Les individus sont parfaitement rationnels. Elles accordent une grande importance aux effets externes et se réfèrent aux analyses de Schumpeter.

L'originalité de ces nouvelles théories est d'endogénéiser le progrès technique. Il serait, à la fois, une cause et une conséquence de la croissance. C'est cette endogénéisation de progrès technique qui explique le caractère cumulatif de la croissance. L'innovation ne dépend pas principalement de la découverte des chercheurs et de la mise en pratique des ingénieurs. Les innovations proviennent de l'amélioration des innovations précédentes. C'est un processus dynamique, car elles créent, d'une part, des goulots d'étranglement qui suscitent d'autres innovations et, d'autre part, des effets d'imitations. C'est l'entrepreneur qui est à la base de l'innovation qui lui permet de dégager une rente de monopole. Comme il est imité, il doit innover encore pour conserver sa rente. Cette course au surprofit explique la course au progrès technique qui explique la croissance. Le progrès technique est donc un phénomène économique endogène.

Cette théorie refuse la loi néoclassique des rendements décroissants des facteurs. Elle considère que la productivité marginale des facteurs de production est constante. Ainsi, la croissance est un phénomène cumulatif et auto-entretenu.

L'économie de communion partage cette approche endogène de la croissance par l'innovation, quelle que soit sa nature incrémentale ou de rupture, technique ou commerciale. Mais cette croissance endogène est fondée sur un équilibre concurrentiel. Cela demande donc une balance commerciale équilibrée, ce qui n'est pas le cas en France aujourd'hui. Qui plus est, une balance commerciale équilibrée va dans le sens de la justice, car elle favorise l'équilibre des balances commerciales des autres pays ?

On retrouve la place centrale des entrepreneurs, ce qui confirme les intuitions fondatrices qui ont présidé au lancement de l'économie de communion. En revanche cette croissance doit être consacrée à la création de nouveaux emplois et non pas à la course au surprofit.

La productivité marginale des facteurs peut être constante et même croissante, comme dans les services numériques. Mais si les produits fabriqués par l'entreprise ne sont pas achetés par les consommateurs, il n'y a pas de croissance et pas de création d'emplois. Or, dans l'économie ultra-libérale la course à la croissance entraine une seconde limite, l'obsolescence programmée afin que les produits soient le plus vites obsolètes et remplacés par ce nouveau produit qui sont en plus autant d'offres permettant de réponses aux besoins non-implicites des consommateurs.

b. Les sources endogènes de la croissance

53. L'investissement en capital physique a un impact sur la croissance beaucoup plus important dans les modèles de croissance endogène. Le capital n'a pas une productivité marginale décroissante, mais constante. De plus, grâce aux effets externes d'imitation et d'apprentissage, l'investissement d'une

firme profite aux autres. Mais ce n'est pas la principale source de croissance. Il s'efface devant le progrès technique.

Chacun des modèles rend compte d'une forme particulière du progrès technique qui est un facteur endogène et qui produit des effets externes.

L'accumulation des connaissances profite à l'entreprise et sert aux entreprises qui l'imitent, conduisant à une productivité privée et sociale.

La théorie du capital humain, facteur endogène de la croissance, dans le cadre de stratégie individuelle et collective.

L'innovation et la recherche-développement. Les biens produits par la recherche-développement sont des biens collectifs, car leur coût est indépendant du nombre d'utilisateurs. L'intervention de l'État est nécessaire en garantissant un système de brevet qui donne à l'invention un caractère privé donnant une rente de monopole à l'entreprise.

La dépense publique est directement productive et doit donc être considérée comme un des facteurs de la fonction de production : dépenses d'éducation, de recherche-développement, d'infrastructures. Il existe un taux d'imposition optimal qui permet à l'État de maximiser la croissance entre financements de biens publics et non découragement de l'initiative privée.

L'économie de communion est globalement d'accord avec l'analyse ci-dessus. Mais attention, sans investissement, il n'y a pas d'innovation, de moyens de productions nouveaux, de recherche de nouveaux marchés. L'investissement est une des conditions majeures de la croissance. On peut le constater tous les jours. L'État a un rôle majeur dans le fléchage des investissements vers les filières d'avenir et vers celles qu'il faut soutenir. Sa fiscalité peut aussi favoriser les investissements productifs et la création de fonds d'investissement nationaux.

La qualité du capital humain est aussi un facteur de croissance. Son maintien et sa production demandent des investissements constants publics et privés.

La dépense publique, en particulier ses investissements, peut avoir un rôle majeur d'entraînement s'ils sont bien fléchés. Mais la dépense publique n'est pas bonne en soi, surtout si elle génère des taux d'imposition spoliateur comme c'est le cas en France.

c. Le rôle de l'État dans la croissance de longue période.

54. L'état peut favoriser les différentes accumulations de capital : physique, humain, et public. Par une politique de formation, pour l'accumulation technologique, par exemple. L'État est légitime, car le marché est démuni face aux externalités. L'État doit donc intervenir pour internaliser les effets externes.

Ainsi, les rendements sociaux des différentes accumulations sont supérieurs à leurs rendements privés. L'État est nécessaire, car l'expérience sert à tous, la connaissance des individus ne profite pas seulement à ceux qui se forment, mais aussi à leur entourage professionnel, une part importante des connaissances technologiques constitue une connaissance commune non brevetable. Ses actions publiques sont des facteurs endogènes de croissance. Le marché est efficace sur le court et le moyen

terme, mais l'État peut favoriser le long terme par sa politique industrielle. Il ne doit pas se substituer au privé, mais favoriser sa croissance en contribuant à l'accumulation de capital.

L'économie de communion partage cette analyse à condition que l'expertise de l'État soit pertinente et sur la longue durée. Cette action de l'État est essentielle si elle est ordonnée au bien commun.

55. Le défaut des théories de croissance endogène, c'est l'éclatement des modèles. Il n'existe pas de modèle d'ensemble qui tienne compte de toutes les formes du progrès technique.

Selon ces modèles :

- *la croissance de longue période est un phénomène cumulatif*
- *elle s'explique par l'accumulation des sources endogènes de croissance (expérience, connaissance, recherche-développement, infrastructures publiques…)*
- *chaque source de croissance produit des effets externes positifs qui accentuent la croissance, légitimant l'intervention de l'État.*
- *dans tous ces modèles, les rendements sont constants.*

Peu importe que les modèles de croissance endogène soient éclatés. Ce qui compte, ce sont les facteurs mobilisés par tous les acteurs. Cette approche endogène est la bonne, car elle nous interpelle. La croissance est d'abord un état d'esprit. Une volonté commune de croire à un avenir meilleur pour tous et en particulier pour les plus pauvres, les laissés pour compte, les marginaux, que ce soit des personnes, des familles ou des territoires. La juste répartition des fruits de la croissance est aussi importante que la croissance elle-même.

Chapitre 4. Le cycle est-il un cycle d'équilibre ?

56. Les cycles étaient, considérés comme des déséquilibres qui nuançaient la conception du marché autorégulateur présenté par les libéraux. Les économistes du cycle réel depuis les années 1980, considèrent au contraire que les fluctuations sont souhaitables, car elles sont le résultat du rééquilibrage automatique et continu de l'économie.

Voilà qui est bien optimiste au regard de ce que nous vivons depuis des années.

1.La théorie traditionnelle des cycles : des cycles de déséquilibre

57. Ce peut être tout d'abord un déséquilibre entre l'offre et la demande. Si la demande est supérieure à l'offre, c'est l'expansion. Les prix et les salaires augmentent. C'est la 1ère phase. La cause de la dépression, c'est la prospérité. C'est la surchauffe. Les prix et les salaires diminuent. Mais cela permet un assainissement de l'économie. D'où la reprise et une nouvelle expansion. L'économie passe d'un déséquilibre à un autre. Cela s'explique par une tendance au surajustement.

Ce cycle peut s'expliquer aussi par un déséquilibre entre épargne et investissement. En période d'expansion, l'investissement augmente et l'épargne devient insuffisante. La récession durera jusqu'à ce que le niveau d'épargne soit élevé. Le cycle s'explique par l'incapacité du système à ajuster les besoins de financement aux capacités de financement.

Aftalion explique le cycle par l'accélérateur de l'investissement. Celui-ci est une fonction de la variation de la production et non du niveau de production. Lorsque la production augmente, l'investissement croît fortement. Lorsque la croissance de la production diminue (ce qui ne signifie pas que la production baisse), l'investissement diminue, ce qui favorise la récession. L'investissement est une variable instable difficile à ajuster aux besoins de la production. En combinant l'accélérateur d'Aftalion[7] et le multiplicateur de Kahn[8], repris par Keynes, Samuelson montre comment l'investissement peut expliquer les cycles.

L'endettement explique aussi le cycle, par surajustement des variables. Dans la phase de croissance, les profits anticipés sont supérieurs aux taux d'intérêt, ce qui incite les entreprises à s'endetter. Il en résulte un surendettement. Les anticipations deviennent pessimistes, la dépression s'installe.

Les mouvements des taux de change sont aussi une explication des cycles. Ou les bulles spéculatives.

Les analyses keynésiennes affirment qu'il faut lisser les fluctuations grâce à des politiques conjoncturelles contracycliques.

Les libéraux considèrent que les fluctuations non liées à des chocs exogènes résultent des imperfections du marché qu'il faut rétablir dans une situation proche de la concurrence pure et parfaite.

Les nouveaux classiques rejettent ces affirmations. Pour eux, les cycles ne sont pas des déviations temporaires, mais permanentes. La monnaie n'a pas de rôle. Les fluctuations sont une réponse rationnelle et souhaitable des agents économiques aux chocs réels.

Il est clair que l'investissement joue un rôle majeur dans les cycles de développement ou de récession. Ce n'est pas l'épargne qui manque, mais la nature et le lieu de son affectation. Avec la mondialisation qui a permis la libre circulation de l'argent, les investissements privilégient les pays où la fiscalité est la plus douce et où les perspectives de développement sont les meilleures. Pour favoriser l'investissement dans un pays, le rôle de l'État et des acteurs

[7] Aftalion (1874-1956). Économiste français qui a montré que l'investissement surréagit au regard de la demande.

[8] Kahn (1905-1989). Économiste anglais qui a montré que la création d'emplois génère une dépense qui elle-même permet de créer plus d'emplois et de richesses.

publics est essentiel, tant au niveau de la fiscalité, des disponibilités foncières, des infrastructures et du capital humain et des règles régissant le commerce extérieur.

Peut-on encore parler de cycle pour l'économie d'un pays. Ne faut-il pas élargir la focale à des groupes de pays, l'Europe ou à des régions mondiales ? Il faut mieux encadrer la circulation des flux d'investissements internationaux pour sortir de la spirale spéculative actuelle portée par les grands fonds d'investissement. Afin de revenir à des fonds à l'échelle nationale qui soient plus ordonnés au développement des entreprises nationales, à la création d'emplois et non sur la maximisation des profits des actionnaires. Dans un tel contexte, la création d'un modèle de retraites par capitalisation permettrait de constituer au niveau national ce type de fonds d'investissement, ce qui permettrait aussi de mieux maîtriser les cycles économiques nationaux. Cela augmenterait l'efficacité des politiques conjoncturelles contracycliques conduites par l'État, comme le prônent les keynésiens. À condition bien sûr, que les règles de gestion de ces fonds soient fondées sur une recherche d'un profit mesuré, sans spéculation sur l'avenir de l'entreprise. Ces fonds seraient au service des entreprises, sans recherche d'une instrumentalisation des entreprises aux bénéfices des fonds. En un mot, il faut instaurer un équilibre entre les ressources des retraités et les profits des entreprises.

2. La nouvelle théorie classique des cycles : des cycles d'équilibre

58. Comme pour le cheval à bascule, le cycle économique est un cycle d'équilibre dont la longueur dépend des comportements optimaux des agents et de l'intensité du choc initial. Pour les nouveaux économistes classiques, tout point est un point d'équilibre résultant instantanément d'un comportement optimisateur. L'équilibre est une situation constamment changeante en fonction des comportements des agents soumis à des contraintes.

Le cycle s'explique, soit par des réactions face à un choc exogène, soit par des anticipations biaisées par un « effet de surprise ».

a. Cycles d'équilibre et effets de surprise.

59. Exemple. Les chefs d'entreprise voient les prix qui augmentent et pensent que c'est une augmentation de la demande alors que c'est dû à de la création monétaire par la banque centrale.

b. Les cycles économiques réels.

60. Les effets de surprise sont rares et en contradiction avec les anticipations rationnelles. Aussi, les économistes de la nouvelle économie classique expliquent les fluctuations par les chocs réels.

Les fluctuations résultent des comportements optimisateurs des agents économiques qui s'adaptent à la nouvelle contrainte induite par le choc exogène. Les cycles sont des cycles d'équilibre. Les anticipations sont rationnelles, parfaites et non biaisées. La monnaie est neutre.

Les économistes s'entendaient pour dire que la croissance suit un trend et que les fluctuations sont temporaires, et à la fin, l'économie revient à son taux de croissance tendanciel.

Les économistes du cycle réel pensent au contraire que la tendance générale n'existe pas et que chaque fluctuation provient essentiellement de choc de l'offre et que chacun de ces chocs a une influence permanente. Il ne faut donc pas distinguer les déterminants de la croissance de long terme, des déterminants des fluctuations. La théorie de la croissance et la théorie des cycles sont une seule et même théorie.

Il existe deux sortes de choc de l'offre :

- *les chocs exogènes : accident climatique perturbant la production agricole, augmentation du prix de biens importés (droits de douane, pétrole, guerre…).*
- *les chocs le progrès technique et la productivité. Ils ont le plus d'effet, car ils modifient la fonction de production et le trend de la croissance.*

L'expansion s'explique essentiellement par les chocs technologiques qui impulsent production et emploi (?), puis un phénomène de propagation. L'irrégularité du progrès technique explique l'irrégularité de la croissance. La productivité, l'emploi et les salaires sont procycliques. Les variations de l'emploi sont plus amples que celles des salaires, car l'élasticité de l'offre de travail au salaire est très forte. Le niveau de l'emploi est toujours à son équilibre et le chômage est totalement volontaire.

Les théoriciens du cycle réel s'opposent à toute politique conjoncturelle, puisque les cycles sont en équilibre. Les seules actions de l'État acceptables sont le soutien au progrès technologique et ainsi la croissance de longue période.

Les critiques de la théorie du cycle réel sont nombreuses. Les politiques monétaires peuvent avoir des effets réels et provoquer des fluctuations. Les théoriciens du cycle réel postulent que l'économie est toujours en équilibre de plein emploi. Peu probable, dans ce cas, que les faibles variations de salaires expliquent les fortes variations de l'emploi.

Les nouveaux économistes keynésiens s'opposent aux analyses du cycle réel. Les cycles ne sont pas des cycles d'équilibre, mais des manifestations des rigidités des prix et des imperfections du marché.

L'économie de communion partage l'avis des néokeynésiens. Elle s'oppose aux analyses du cycle réel qui ne correspond pas à la réalité des phénomènes à l'œuvre. Elle est favorable aux politiques conjoncturelles conduites par l'État pour favoriser le fonctionnement du marché.

Chapitre 5. Quel rôle de l'État ?

61. L'État peut avoir trois grands rôles économiques : régulateur, producteur et de redistributeur.

L'économie de communion reconnaît à l'État ces trois grands rôles s'ils sont ordonnés au bien commun et au Bonheur public.

1.Faut-il abandonner la politique conjoncturelle ?

62. Les économistes classiques et néoclassiques pensent que seul le marché peut jouer le rôle de régulateur du marché. Keynes est le premier économiste à donner ce rôle à l'État.

L'économie de communion partage la pensée keynésienne qui confère à l'État le rôle de régulateur du marché en l'ordonnant au bien commun de la nation.

a. Keynes : la nécessité de la politique conjoncturelle.

63. L'État doit intervenir pour corriger les déséquilibres du système. En cas de sous-emploi, il doit lancer une politique de relance afin d'augmenter la demande effective. Les deux principaux composants de la demande sont l'investissement (achats de biens de production par les entreprises, achat de logements par les particuliers…) et la consommation.

Attention, en économie ouverte, cette relance peut conduire à une augmentation des importations de biens d'équipements et de consommation. Ce point est toujours oublié par les politiques. Les effets macroéconomiques ne sont pas les mêmes. Les biens d'équipements favorisent la productivité et donc la croissance. En revanche les biens de consommation peuvent être destructeurs d'emplois et favorisent la récession et un pouvoir d'achat artificiel.

64. Keynes insiste sur la politique monétaire, avec des taux d'intérêt faibles (inférieur au taux de profit) pour relancer l'investissement. En raison du « paradoxe de la pauvreté au sein de l'abondance », l'État doit favoriser l'investissement. En effet, plus une nation est riche, plus la propension à consommer est faible et donc plus il est nécessaire que l'investissement soit élevé pour que la demande (investissement et consommation) soit suffisante pour maintenir et augmenter le niveau de production et donc l'emploi.

Pour également favoriser l'augmentation des exportations afin de compenser le manque de consommation. Il s'agit d'augmenter la demande interne et externe.

65. Keynes préconise des dépenses « sur fond d'emprunt ». Il est donc favorable, de façon modérée et ponctuelle, au déficit public. Celui-ci permet à l'État d'augmenter ses propres investissements, sans augmenter les recettes afin de ne pas réduire la demande des autres agents économiques par une imposition plus forte.

Pourquoi ce « donc » ? Emprunter ne se traduit pas automatiquement par ou à cause d'un déficit public. L'État peut emprunter sans faire de déficit. De plus remarquons que Keynes précise d'emprunter pour financer des investissements et non du fonctionnement. Le taux d'endettement du budget de l'État doit rester raisonnable et ne pas augmenter en permanence. L'endettement qui sert à financer du fonctionnement apporte un niveau de revenu artificiel qui n'apporte aucune recette pour en financer le remboursement.

b. Monétaristes et nouveaux économistes classiques : l'abandon des politiques discrétionnaires.

66. La définition de la politique conjoncturelle n'est pas consensuelle. C'est une politique menée sur le court terme ou bien agissant sur des variables économiques (contrairement aux politiques structurelles qui agissent sur des données économiques).

Jusqu'à la fin des années 70, le problème de la définition ne se posait pas, car toutes les politiques agissant sur les variables économiques (croissance, prix, emploi) n'étaient menées que sur le court terme.

Mais depuis le début des années 80, sous l'impulsion des monétaristes, des politiques monétaires restrictives ont été mises en œuvre (la désinflation compétitive en France, par exemple). Ces politiques agissent sur les variables économiques, mais de façon durable. Sont-ce alors des politiques conjoncturelles ou structurelles ?

De plus en plus, on utilise une autre distinction : les politiques discrétionnaires menées sur le court terme et les politiques de règle durables qui assurent une certaine cohérence temporelle et donc une crédibilité. Les monétaristes et les nouveaux classiques n'acceptent que les politiques de règle.

La question ne relève pas d'une définition : « conjoncturelle ou de règle » ? la bonne question doit porter sur la finalité de ces politiques. La finalité qui sous-tend toutes actions est le « bien commun », c'est-à-dire une juste répartition de la richesse, quel que soit le montant de la richesse du pays. Vouloir d'abord augmenter la richesse, c'est toujours repousser la juste répartition de la richesse. Commençons par des politiques qui favorisent la juste répartition, par l'emploi principalement. Cela ne peut que favoriser le développement du pays.

67. L'inflation est toujours due à une augmentation trop forte de la quantité de monnaie par apport à la production. La tâche de l'État est de lutter contre l'inflation. Cela passe par une réduction de la création monétaire qui est coûteuse en termes d'emplois et de croissance. Pour Friedman c'est

comparable à l'alcoolisme. Elle dope la croissance à court terme, mais elle nécessite une cure de désintoxication déstabilisante qui est difficile pour repartir sur de bonne base. Il faut donc mener une politique de règle fixant un taux fixe de croissance de la quantité de monnaie, en accord avec le taux de croissance à long terme de l'économie. Mais selon les nouveaux classiques, la politique monétaire est inefficace, car toute modification prévisible de la quantité de monnaie est rationnellement anticipée et n'a donc aucun effet sur l'emploi et la production.

Avec l'euro, l'inflation générée par trop de monnaie ne semble plus d'actualité. En revanche, rien n'est dit sur l'inflation générée par des chocs extérieurs (augmentation des coûts de l'énergie, droits de douane, guerre…). Cette inflation demande des mesures adaptées à chaque nature de choc. Pour l'énergie, par exemple, c'est un problème d'approvisionnement et d'organisation du marché intérieur européen. Quant aux droits de douane, la réponse tient dans l'objectif recherché : leur suppression pour la libre circulation des biens ou leur augmentation fléchée pour la protection du marché intérieur. Cela peut être une décision unilatérale avec des risques de rétorsions par les pays touchés, multilatéraux, mais cela est difficile à négocier, car les modèles des pays sont différents ou bilatéraux, ce qui se semble être la bonne formule aujourd'hui, sous réserve des pays concernés. Il faut bien définir les objectifs poursuivis au préalable : soutien à certaines filières, équilibre de la balance commerciale, etc.

68. La politique conjoncturelle budgétaire n'est pas non plus efficace. Robert Barro reprend le principe d'« équivalence ricardien » selon lequel un déficit budgétaire n'a pas l'effet attendu sur la demande, car les individus anticipent une augmentation future des impôts nécessaire pour que l'État rembourse sa dette. Ils réduisent donc leur consommation et augmentent leur épargne pour payer les augmentations d'impôt futures. Les effets de l'augmentation des dépenses publiques sont les mêmes qu'elles soient financées par l'augmentation des impôts ou par le déficit budgétaire.

Je suis étonné de cette dernière conclusion, car les impôts restreignent le revenu alors que l'emprunt les augmente. En fait, je constate que le déficit budgétaire est d'abord généré par l'insuffisance de recettes au regard des dépenses sociales, dont le financement correct n'est plus assuré à cause des effets démographiques non pris en compte et du manque de recettes à cause d'un fort chômage. En particulier notre modèle social n'a pas été adapté aux effets de l'euro, de la mondialisation et du vieillissement de la population. Nous avons retardé l'échéance de cette adaptation en finançant son déficit par l'emprunt.

Quant aux effets sur l'épargne, ils ne se font sentir que sur les revenus les plus élevés, les premiers déciles n'ayant pas la possibilité d'épargner.

69. Les nouveaux classiques considèrent qu'il faut mener une politique de stabilité à long terme qui assure une « cohérence temporelle » et qui soit fondée sur une « crédibilité ». Pour que la politique

monétaire soit crédible, il faut qu'elle soit menée par une Banque centrale indépendante des pressions politiques.

Mener une politique de stabilité à long terme est une bonne préconisation, mais, dans le cadre d'une économie mondialisée ouverte aux chocs extérieurs, c'est sans doute difficile à réaliser.

Quant à la politique monétaire, l'expérience montre qu'une Banque centrale, dont l'objet n'est que la lutte contre l'inflation, passe à côté des enjeux de l'investissement et de l'emploi. C'est l'emploi qui est majeur et non pas l'inflation.

c. Les nouveaux keynésiens : un retour de la politique discrétionnaire.

70. En raison d'imperfection et de lenteur d'ajustement, le marché répond mal aux chocs exogènes. L'État a donc un rôle conjoncturel. Les néokeynésiens acceptent généralement les analyses libérales sur la nécessité de mener des politiques crédibles ayant une cohérence temporelle. Ils se méfient des politiques conjoncturelles contracycliques systématiques. Mais ils admettent la nécessité de politiques discrétionnaires, surtout à l'occasion de graves récessions. Ils préconisent des politiques discrétionnaires souples, pragmatiques, non systématiques.

L'économie de communion partage cette analyse mesurée et équilibrée des néokeynésiens.

2. Quelle place pour l'État ?

a. Classiques et néoclassiques : une place limitée, mais réelle.

71. Pour les classiques, l'État doit éviter toutes interventions susceptibles de fausser les mécanismes du marché, de contrarier les effets de la « main invisible ». Selon Smith l'État doit être minimal et limiter son intervention à trois fonctions :

- *protéger la nation contre les autres nations (armée et relations internationales)*
- *protéger les individus contre l'injustice et l'oppression (police et justice)*
- *se charger des travaux d'infrastructures qui ne peuvent être rentables.*

La main invisible ayant démontré son incapacité à ordonner une juste répartition de la richesse, l'État doit intervenir pour réguler cette répartition en mettant en place les outils

adéquats (incitation fiscale, impôt négatif, modèle social adéquat, taxes sur les importations…). Se pose la question de sa place dans le système scolaire et universitaire, la santé, la culture, le sport…

72. Pour les néoclassiques, L'État a comme rôle de faire respecter l'ordre naturel du marché. En effet, si les conditions de la concurrence pure et parfaite sont respectées, l'économie est à l'équilibre et l'optimum est atteint. Toute intervention de sa part risque de le perturber.

L'économie de communion n'accepte pas ces hypothèses irréalistes.

73. L'État a toutefois un rôle économique à jouer :

- *il doit créer les conditions de la concurrence pure et parfaite et veiller à leur respect (loi antitrust, libéralisation des échanges…).*
- *en cas de monopole naturel (monopole rendu nécessaire par les caractéristiques particulières d'un marché), l'État doit intervenir, éventuellement en le nationalisant, pour que la tarification soit le plus proche de celle qui résulterait du marché.*
- *l'État doit prendre en charge les activités produisant des biens collectifs, car cette activité ne peut pas avoir le profit pour objectif.*

Très bien. Mais, dans la réalité les États ne régulent pas les monopoles qui sont des instruments de puissance au sein de la mondialisation. L'économie de communion est favorable à une mise en œuvre concrète et efficace des lois antitrusts pour maintenir l'atomicité des marchés[9]. Mais se pose la question de la définition de monopole naturel et de biens collectifs. Les pratiques actuelles sont très libérales et veulent insérer dans le marché toutes ces activités.

74. Pour A. Marshall[10] et A.C. Pigou[11] et l'école néoclassique du « bien-être », l'État doit aussi prendre en charge les « externalités ». Un effet externe est une répercussion de l'activité d'un agent économique sur d'autres agents qui ne donne pas lieu à une compensation monétaire. Certaines sont positives, mais la plupart sont négatives (pollutions, nuisances, épuisement des ressources naturelles, coûts sociaux et médicaux d'un travail éprouvant). Ces externalités ne peuvent être prises en compte par le marché, et mènent à des résultats sous-optimaux. C'est à l'État d'internaliser ces coûts externes,

[9] On pourra se référer au document « une concurrence régulée par le juste prix ». Marc REYNAUD. 1 09 29. Site « Institut François Neveux ». Rubrique « écologie intégrale ».
[10] Alfred Marshall (1842-1924), économiste britannique. Fondateur de l'école néoclassique
[11] Arthur Pigou (1877-1959), économiste britannique. Il s'intéresse à l'économie du bien-être

en taxant les activités génératrices (impôt sur les entreprises polluantes…) et en subventionnant celles qui ont des effets positifs.

Ces propositions néoclassiques sont très intéressantes, mais comment les appliquer dans une économie d'ouverture où tous les pays ne sont pas à l'unisson sur ces mesures ? Sujet majeur. Il faut encadrer ces effets externes négatifs dès la construction de l'usine en appliquant une règlementation stricte et en taxant les importations dont la fabrication n'a pas respecté nos règles. Reste que les externalités négatives psychologiques générées par l'usage des outils numériques. Ces externalités ne sont pas combattues au bon niveau, ni en termes de natures ni en termes de quantités.

75. Le bien-être dépend aussi de la répartition des revenus. Pigou considère qu'une unité monétaire apporte plus de satisfaction à une personne à faible revenu, qu'à une personne à revenu élevé. La redistribution est donc légitime tant qu'elle n'est pas préjudiciable à la production globale. Selon Pigou « tant que le revenu global ne diminue pas, toute augmentation dans un large éventail du revenu réel dont jouissent les classes les plus pauvres aux dépens d'une réduction égale du revenu des plus riches, entraîne à coup sûr un accroissement du bien-être ».

Voilà une posture tout à fait conforme à la vision de l'économie de communion. Toutefois, pourquoi cette répartition pourrait, au-delà d'un certain seuil, faire baisser le revenu global ? Ce revenu global est une donnée externe à la répartition. Quant à être préjudiciable à la production globale, faut-il s'en inquiéter si la justice est mieux servie ?

76. Keynes ne se démarque pas nettement de la théorie néoclassique du bien-être au niveau de la place de l'État dans l'économie. Il pense qu'il faut socialiser l'investissement et que la redistribution est nécessaire. Mais il est opposé aux nationalisations (sauf pour le secteur bancaire) et considère que le taux de prélèvement obligatoire doit rester modéré. Ce taux doit rester inférieur à 25 %, sinon c'est une remise en cause du régime capitaliste. Ses désaccords avec les néoclassiques ne portent pas ou portent peu sur le poids structurel de l'État.

L'économie de communion partage ces propositions. Que veut dire socialiser l'investissement ? Très bonne remarque pour le taux maximum de prélèvements, mais il est largement dépassé dans beaucoup de pays dit libéraux, sans que cela ne perturbe le régime capitaliste, comme c'est le cas au Danemark.

b. La nouvelle économie publique : une place minimale

77. En critiquant le poids que l'État a pris dans l'économie, les néolibéraux rejettent autant les conceptions keynésiennes que néoclassiques. Ils veulent démontrer que l'État n'a aucun rôle économique à jouer.

Il n'est pas utile d'approfondir les théories de la nouvelle économie publique. Elles sont incompatibles avec l'économie de communion et sont même dangereuses, car elles tendent, par exemple, à soumettre au marché tous les biens collectifs. Enfin, elles remettent en cause les régimes démocratiques et elles sont irréalistes dans leurs hypothèses et dans leurs applications.

c. Les critiques de la nouvelle économie publique

Les nouveaux keynésiens : un État présent, mais modeste.

78. Il faut réduire au maximum les imperfections du marché. Il est nécessaire d'assouplir la législation sur le travail pour favoriser la mobilité des travailleurs et réduire les coûts de rotation de la main-d'œuvre. Ils préconisent une flexibilisation des rémunérations et une refonte de l'indemnisation du chômage afin qu'il ne décourage pas l'emploi. Mais les nouveaux keynésiens considèrent qu'il est impossible de supprimer certaines imperfections du marché, car certaines sont structurelles (information asymétrique ou marchés de clientèle, par exemple).

Faciliter la mobilisation des travailleurs est une bonne chose, mais il faut aussi les accompagner par des formations adaptées. Cela étant, la mobilité pose de nombreux problèmes : le travail du conjoint, le changement de lieu, la perte de relations familiales et sociales, le coût du logement, les études des enfants, etc. Est-ce aux travailleurs de se déplacer ou est-ce aux entreprises de se localiser où se trouve la main-d'œuvre ? Il y a là un enjeu majeur d'aménagement du territoire.

Quant à la flexibilisation des rémunérations, cela sous-entend la possibilité d'une réduction plus importante, ou la suppression d'un salaire minimum. L'économie de communion est opposée à ce type de mesure. Il vaut mieux s'attaquer à la concurrence des pays à bas coût ou réduire les taxes de l'État sur les salaires. Réduire l'indemnisation du chômage conduit aux mêmes effets. Il vaut mieux, là aussi, réduire la concurrence des pays à bas coût pour favoriser la création d'emplois.

79. Les nouveaux keynésiens pensent que l'État peut faciliter la croissance en favorisant l'accumulation de capital humain par la formation, et le progrès technologique par une politique industrielle favorisant la recherche-développement.

À condition que les équilibres du commerce extérieur soient maîtrisés.

Les théories de la croissance : une réhabilitation du rôle de l'État.

80. Les théories de la croissance endogène considèrent que l'État a un rôle à jouer en favorisant les différentes accumulations qui sont sources endogènes de croissance. Si le marché doit rester le seul instrument de régulation, l'État, en favorisant la formation, la recherche-développement et en utilisant l'impôt pour financer les infrastructures, a un véritable rôle d'entraînement sur la croissance.

À condition que les équilibres du commerce extérieur soient maîtrisés. De plus l'État doit aussi intervenir dans la régulation du marché.

Amartya Sen : l'État a un rôle important pour promouvoir la liberté individuelle.

81. Il rejette radicalement les conclusions de la nouvelle économie publique. « On ne peut trancher les dilemmes sociaux qu'à travers des processus de choix publics fondés sur la participation, le dialogue et les débats ouverts […]. Le pilotage unilatéral, même s'il est piloté par les meilleurs experts, ne saurait constituer en soi une solution ».

Les néolibéraux mettent en avant la liberté individuelle et tout système juste doit défendre cette liberté. Sen est d'accord, mais il précise qu'une des libertés fondamentales reste de pouvoir choisir sa vie. Or, cela est impossible à de nombreux individus, pourtant libres au sens des libéraux. Un individu marginalisé dans la pauvreté a-t-il la possibilité, dans une société libre, de devenir riche ?

Sen considère qu'il faut raisonner en termes de « capabilité ». Le choix de l'organisation sociale doit être ordonné à l'accroissement des capabilités. Par exemple, en luttant contre la pauvreté. Cela nécessite de faire des choix qui ne profitent pas à tous, mais la vie en société entraîne des interdépendances et donc des obligations réciproques. Pour que les individus soient libres, il faut qu'ils soient capables de l'être, en termes de santé et d'éducation, par exemple. Une large participation des citoyens à la vie publique et aux décisions est souhaitable.

L'économie de communion ne peut qu'être d'accord avec de tels propos.

Chapitre 6. La monnaie est-elle neutre ?

82. Y-a-t-il une dichotomie entre la sphère réelle et la sphère monétaire ? Et dans ce cas ; la monnaie est-elle neutre ? La quantité de monnaie peut-elle interagir avec les agrégats économiques ? Si c'est le cas dans quel sens ? Ce débat a opposé les classiques et les néoclassiques pour qui la monnaie est neutre, aux keynésiens que la monnaie est active qu'elle peut améliorer les performances économiques, et aux monétaristes qui pensent aussi que la monnaie est active, mais surtout nocive.

Ce débat continue. Les nouveaux classiques affirment que la monnaie est neutre, alors que les nouveaux keynésiens considèrent qu'il existe des rigidités réelles et nominales des prix qui perturbent les mécanismes économiques (se rapprochant des monétaristes pour la nocivité de la monnaie).

Voilà un débat bien posé, mais les réponses sont délicates.

1.Le débat traditionnel : monnaie neutre, active ou nocive ?

83. Pour les classiques et les néoclassiques, elle est parfaitement neutre.

Keynes affirme que la quantité de monnaie peut avoir une influence sur les niveaux de production et d'emploi et que la monnaie peut être désirée pour elle-même.

D'autres sont dans une position intermédiaire. Friedman et Hayek considèrent que la monnaie est nocive. La quantité de monnaie ne peut jamais influencer favorablement le niveau d'activité, mais elle peut être un facteur de déséquilibre et de récession. Il faut la neutraliser.

L'économie de communion est proche de la position keynésienne et elle est sensible au fait que trop monnaie peut générer des déséquilibres.

a. Classique et néoclassique : la monnaie est neutre

84. Pour la théorie quantitative de la monnaie, la hausse des prix s'explique par la hausse de la quantité de monnaie et elle n'a aucun effet sur la sphère réelle de l'économie. La monnaie est neutre.

Cf. l'équation de John Stuart Mill : MxV=PxT où M quantité de monnaie, V vitesse circulation de la monnaie (nombre de fois où une unité monétaire est utilisée dans l'année), P prix moyen, T montant total des transactions de l'année). V et T étant des variables indépendantes, toute augmentation de M se traduit par une augmentation de P. L'inflation serait donc uniquement un phénomène monétaire et sans conséquence sur l'économie réelle.

Ces considérations sont contredites par la réalité. Ils oublient les chocs exogènes (augmentation du coût des importations, crise énergétique, guerre… par exemple). Ils oublient aussi les effets sur le revenu des ménages qui restent constants alors que les prix augmentent, entraînant une réduction de la consommation avec des effets négatifs sur les recettes des entreprises, pouvant entraîner une crise économique.

b. L'analyse keynésienne : la monnaie est active

85. La monnaie n'est pas neutre. Les salariés sont victimes de l'illusion monétaires (ils ajustent leur comportement au salaire nominal et non au salaire réel) et la monnaie peut être désirée pour elle-même.

La demande de monnaie (détention d'encaisses liquides) ne dépend pas uniquement du motif de transaction. La « préférence pour la liquidité », comme le dit Keynes, résulte de trois motifs :

- *un motif de spéculation : les individus thésaurisent pour un placement ultérieur plus rémunérateur que ceux du moment. C'est une fonction décroissante du taux d'intérêt.*
- *un motif de précaution : en vue de se couvrir contre un risque éventuel, ou d'un achat imprévu. Plus le revenu est important, plus les encaisses de précaution sont importantes. C'est une fonction croissante du revenu.*
- *un motif de transaction (nommé « motif de revenu » et « motif professionnel » par Keynes). : il s'agit, comme dans la théorie quantitative, d'une thésaurisation de trésorerie mensuelle. C'est une fonction croissante du revenu.*

Keynes considère que le taux d'intérêt est le prix de la monnaie qui résulte de la confrontation entre l'offre et la demande de monnaie. Ainsi, une augmentation de l'offre de monnaie réduit le taux d'intérêt, ce qui favorise l'investissement et donc la production. Mais cela est lié à la possibilité de cette dernière de croître et donc de son élasticité par rapport à la demande. En cas de plein emploi, la production n'est pas prête à augmenter et seuls les prix augmentent. Si on est en situation de sous-emploi, la production augmente sous l'effet de la baisse des taux d'intérêt. Keynes affirme : « tant qu'il y a du chômage, l'emploi varie proportionnellement à la quantité de monnaie ». « Lorsque l'emploi est réalisé, les prix varient proportionnellement à la quantité de monnaie ».

L'analyse keynésienne ne remet pas en cause l'équation de Fisher. Elle considère simplement que le niveau de la production (ou des transactions) n'est pas une donnée exogène et qu'il peut augmenter sous l'effet d'une augmentation de la quantité de monnaie. En situation de sous-emploi : si la quantité de monnaie augmente plus vite que la production, cela accélère la quantité de production. En situation de plein emploi, cela augmente les prix.

Une politique monétaire expansive est efficace pour relancer la production, sauf si plein emploi ou si les taux d'intérêt sont déjà si bas que les gens préfèrent garder de la monnaie plutôt que de la dette : trappe à liquidité.

Très intéressante analyse. Si ce n'est que la mondialisation de l'économie et ses conséquences sur les équilibres des balances commerciales et des balances des paiements remettent en cause ou affaiblissent cette analyse de la monnaie. La monnaie n'est pas neutre, cela reste vrai. Il suffit de constater les effets différentiés par pays de l'euro à cause de modèles économiques non homogènes. Avec l'euro, si un pays européen est en difficulté, il ne peut plus dévaluer sa monnaie, il ne lui reste que la dévaluation des salaires de ses travailleurs. La Grèce, l'Espagne ont vécu ce drame. Cela permet de reconstituer les équilibres de la balance commerciale en réduisant les importations, car leur prix augmente et en facilitant les exportations. La monnaie a bien un impact sur les équilibres macroéconomiques et sociaux. Le simple fait qu'il existe des parités monétaires variables démontre que la monnaie n'est pas neutre, mais active.

c. Les monétaristes : la monnaie est nocive

Le monétarisme de Friedman[12]

86. Toute croissance de monnaie supérieure à la production est source d'inflation à moyen ou long terme. Or, l'inflation est le dérèglement économique le plus grave, car il remet en cause le fondement de l'économie de marché. Les avoirs deviennent instables, le libre marché né peut plus fonctionner efficacement, l'économie manque de signaux crédibles. L'inflation fait obstacle à la flexibilité des prix et entrave le processus de régulation. Par leurs anticipations à l'évolution de l'inflation ou de la déflation, les individus vont modifier leurs comportements de dépenses et influencer les prix et les revenus réels. Cela dévalorise la monnaie et conduit au troc.

L'inflation résulte d'une augmentation de monnaie trop forte par le gouvernement (banque centrale). Pour Friedman l'illusion monétaire des salariés n'est que temporaire, contrairement à Keynes.

Pour Friedman, « il n'y a pas à choisir entre inflation et chômage. Mais entre aggravation de l'inflation et le chômage. Le véritable enjeu est de savoir si l'on préfère le chômage tout de suite ou plus tard ».

La monnaie étant nocive, il faut contrôler strictement la croissance de sa masse pour qu'elle soit égale à la croissance de la production. L'efficacité du marché est restaurée et les performances économiques s'améliorent.

Les banques centrales indépendantes et leur mandat pour lutter contre l'inflation sont le fruit de cette théorie monétaire. Mais dans cette analyse, il n'est jamais question de l'équilibre de la balance commerciale et de l'endettement des agents économiques, familles, entreprises et État. La situation des pays au sein d'une monnaie unique n'est pas non plus prise en considération. Seule la valeur de la monnaie compte. L'économie de communion est très

[12] Milton Friedman (1912-2006). Économiste américain, fondateur du courant monétariste.

réservée sur cette façon d'aborder le rôle de la monnaie, en particulier la façon dont est traité le chômage, comme variable secondaire.

L'école autrichienne[13]

87. La monnaie est nocive. Une relance par le crédit et la quantité de monnaie aboutit à la récession, car elle favorise la production de biens de production et non de biens de consommation. Cette politique monétaire conduit à une baisse des taux d'intérêt qui favorise l'investissement et une augmentation des prix qui nuit à la consommation.

Pour Von Mises « les consommateurs sont la dernière instance. S'ils n'achètent pas, ils déterminent la quantité et la qualité de ce que les entreprises produisent ». Pour neutraliser la monnaie, Hayek propose de supprimer toute politique monétaire et de contrôler l'offre de monnaie.

Il faut donc contrôler l'endettement des agents économiques et de l'État. Ce n'est pas du tout la situation actuelle où l'endettement des États et des agents économiques, ménages et entreprises, ont atteint des sommets. Cette école est sans doute trop restrictive, mais sa volonté de maîtriser la quantité de monnaie est intéressante. Elle a un caractère raisonnable. Il est certain qu'il ne suffit pas de produire davantage grâce à des facilités monétaires pour que les consommateurs achètent les produits si ces produits ne correspondent pas à leur attente en termes de nature, de qualités et de prix. En particulier au regard de la concurrence des pays à bas coûts.

2. L'actualité du débat : nouvelle économie classique contre nouvelle économie keynésienne

88. Ce débat est loin d'être clos. Pour les nouveaux classiques, la monnaie est neutre. Pour les nouveaux keynésiens, la monnaie n'est pas neutre, car la rigidité des prix contrarie cette neutralité.

Ce n'est pas que la rigidité des prix qui contrarie la neutralité de la monnaie. C'est également la concurrence internationale, la monnaie unique, la variation des tarifs douaniers, etc.

[13] L'école autrichienne. Ludwig von Mises, Friedrich Hayek. Elle est opposée à la pensée de Keynes.

a. Les nouveaux classiques : la monnaie est super-neutre

89. C'est l'hypothèse des anticipations rationnelles qui fonde le caractère neutre de la monnaie. L'information est parfaite, les agents économiques ne sont pas victimes de l'illusion monétaire. Tous les comportements des producteurs comme des consommateurs s'ajustent aux nouveaux prix, y compris les salaires. La quantité de monnaie n'a aucun effet sur l'activité économique.

Le seul cas où la monnaie n'est pas parfaitement neutre, c'est l'effet de surprise. Les entrepreneurs voient les prix augmenter et croient à une augmentation de la demande, alors que c'est une augmentation de la quantité de monnaie.

La théorie du cycle réel affirme que la quantité de monnaie ne peut jamais, même à court terme, agir sur le niveau de production.

Aucun des éléments avancés par les néoclassiques de se vérifie dans la réalité.

b. Les nouveaux keynésiens : la monnaie nocive

90. Les nouveaux keynésiens cherchent à expliquer les déséquilibres dans l'économie. Ils raisonnent dans le cadre du marché, dans un contexte de concurrence imparfaite. Pour eux, les marchés ne parviennent pas automatiquement à l'équilibre, car il existe des rigidités nominales et réelles. C'est la rigidité des prix qui explique la non-neutralité de la monnaie.

Ils distinguent les rigidités nominales et réelles. Les rigidités sont nominales quand les prix nominaux ne sont pas déterminés en continu par l'offre et la demande : marchés de clientèle, coûts de transaction… (cf. chapitre 3). L'augmentation de la quantité de monnaie n'a pas le même effet proportionnel sur tous les prix. La monnaie perd son caractère de neutralité. Il n'y a plus de dichotomie entre la sphère réelle et la sphère monétaire.

Les rigidités sont réelles quand elle empêche un prix réel de s'ajuster (salaire ou taux d'intérêt) ou lorsque le prix (prix du travail…) est rigide par rapport aux autres. Le prix ainsi déterminé n'est pas forcément le prix d'équilibre, même si les comportements sont rationnels.

Les modèles des nouveaux keynésiens ne proposent pas d'utiliser les politiques monétaires, car elles n'ont aucun effet sur les déséquilibres dus à des rigidités. Ils sont plus proches des monétaristes que des keynésiens traditionnels.

Cette analyse est intéressante, mais est-elle opérationnelle ? Les acteurs économiques publics et privés tiennent-ils compte de ce type d'analyse pour prendre leur décision ? À chaque fois qu'ils s'endettent, ils créent de la monnaie. Et s'ils ne peuvent pas rembourser, ils font faillite pour les entreprises, sont mis en redressement pour les ménages, et font l'objet de mesures draconiennes pour les États qui mettent à mal leur modèle social. La monnaie est nocive si elle prend la forme d'un endettement impossible à rembourser. Le véritable enjeu monétaire, c'est la régulation de l'endettement des agents économiques publics et privés.

Chapitre 7. Le chômage est-il volontaire ?

91. Rupture entre les économistes qui croient à l'autorégulation du marché, donc le chômage est volontaire. Et ceux qui n'y croient pas, donc, le chômage est involontaire.

Pour l'économie de communion, sauf exception si les aides au chômage sont trop généreuses, le chômage est involontaire.

1.L'ancien débat Keynes et néoclassiques

a. Les néoclassiques : le chômage est forcément volontaire

92. Pour eux, le travail est une marchandise homogène et ils refusent toute spécificité au marché du travail. Les agents économiques sont rationnels. L'offre et la demande de travail sont respectivement une fonction croissante et décroissante du salaire réel.

L'offre de travail provient des ménages qui comparent l'utilité apportée par le loisir et celle apportée par le salaire. La demande de travail provient des entreprises qui comparent le salaire et la productivité des salariés. La productivité marginale est postulée décroissante. L'intérêt de l'entreprise est d'embaucher tant que le salaire est supérieur à la productivité marginale du travail. Une hausse de salaire permet d'embaucher davantage. La demande de travail est une fonction décroissante du salaire.

Quand le marché fonctionne bien, le salaire est parfaitement flexible et permet d'égaliser l'offre et la demande de travail. Tous ceux qui souhaitent être embauchés au salaire d'équilibre peuvent l'être. C'est le plein emploi. Le chômage est forcément volontaire.

Ce raisonnement ne tient pas compte du juste salaire et de la concurrence avec les pays à bas coût ? Il n'est pas réaliste.

b. Keynes : le chômage peut être involontaire

93. La conception néoclassique doit être réfutée, car les salariés sont victimes de l'illusion monétaires. Ils ajustent leurs comportements non pas au salaire réel, mais aux variations du salaire nominal. Il n'y a aucune raison que le marché parvienne à l'équilibre, car l'offre et la demande de travail résultent de variables différentes : salaire nominal pour l'offre de travail et salaire réel pour la demande.

Pour Keynes, le niveau de l'emploi résulte de mécanismes macroéconomiques et non microéconomiques. Le niveau de l'emploi dépend du niveau global de la production qui lui-même

dépend de la demande effective anticipée par les entreprises. Elles n'embauchent que si elles peuvent produire et ne produisent que ce qu'elles peuvent vendre.

Le chômage qui résulte de la différence entre le niveau de l'emploi et l'effectif de la population peut donc être involontaire.

Sans action de l'État, peu de chance que le volume de la production assure le plein emploi. Une situation d'équilibre de sous-emploi est donc possible, même sans être en crise.

Cette analyse est d'autant plus exacte que l'importation en grande quantité de produits très concurrentiels offre aux consommateurs des possibilités qui les détournent de l'offre nationale. Phénomène qui met en difficulté les entreprises nationales et peut les conduire à licencier ou même à faire faillite. Le chômage est bien involontaire. Seule une action de l'État et de l'Union Européenne peut modifier les équilibres macroéconomiques et rétablir à l'équilibre les balances commerciales. Il s'agit, en particulier, à la fois, de réguler les importations par les droits de douane et d'investir pour augmenter la compétitivité des filières du territoire.

2. Le renouveau libéral : le chômage est forcément volontaire

94. Les néolibéraux et les nouveaux classiques. Les néolibéraux reconnaissent que le marché peut être imparfait, mais c'est mieux que l'État. Les seconds affirment que l'économie doit raisonner en économie pure et donc postuler la perfection du marché.

a. La théorie du chômage de prospection (néolibéraux)

95. Pour eux, l'information n'est pas parfaite et le travail n'est pas un produit homogène. Mais le chômage est volontaire.

La théorie du chômage de prospection est dans la lignée de la théorie du capital humain. Le salarié gère son capital humain comme l'entreprise gère son capital technique. Il l'optimise en décidant ou pas d'investir dans la formation pour gagner en productivité et donc en rémunération. Cette approche permet de dépasser la conception néoclassique de l'homogénéité de la marchandise travail, avec différentes qualifications.

Les coûts de l'information et de la transaction peuvent être importants. Le marché du travail peut donc fonctionner correctement, les salariés peuvent être rationnels et, malgré cela au chômage. C'est un chômage de prospection. Plutôt que d'accepter n'importe quel emploi à n'importe quel salaire, les individus restent au chômage un certain temps pour trouver un emploi plus conforme à leur attente. Ils se fixent un « salaire de réservation » qui est le salaire minimum qu'ils acceptent. Plus le salaire de réservation est élevé, plus la période de chômage sera longue. Ce salaire de réservation dépend de la situation du marché du travail, de la patience de l'individu, des indemnités de chômage qui limitent le coût de la prospection.

On peut effectivement convenir que le chômage de prospection est une forme de chômage volontaire. Mais il est temporel et souhaité le plus court possible par le travailleur. À condition que les compétences et que le profil du salarié soit adapté au marché du travail. Il appartient aussi aux entreprises d'adapter leur offre de travail au profil des salariés, avec ou sans aides publiques. C'est là qu'intervient la préférence pour les pauvres.

b. Les nouveaux économistes classiques : le chômage est forcément volontaire

96. Ils reprennent le modèle d'équilibre général des néoclassiques. Tous les marchés sont en équilibre. Le déséquilibre est impossible. Ainsi, les fluctuations, en particulier celles de l'emploi, s'expliquent par le maintien à l'équilibre et donc à l'ajustement constant qui fait varier les prix et les quantités, quand les conditions changent. Puisque le marché du travail est équilibré, le chômage involontaire est impossible.

Les faits montrent que le marché du travail est lié à la conjoncture et qu'il subit des variations de grandes amplitudes. Cela pourrait laisser supposer que le niveau de l'emploi s'impose aux salariés et donc que le chômage peut être involontaire. Les nouveaux classiques s'opposent à cette analyse. Ils affirment que le salaire est une variable procyclique. Il augmente quand la production augmente et inversement et que l'offre de travail est très élastique au salaire. Les salariés augmentent fortement leur offre de travail quand le salaire augmente et réciproquement quand le salaire diminue.

Une fois de plus, c'est faire fi de la notion de juste salaire. Si le salaire est acceptable économiquement parlant, mais qu'il ne permet pas de vivre dignement, on peut comprendre que le salarié refuse cet emploi. Mais, dans ce cas, ce n'est pas du chômage volontaire. Ce raisonnement ne tient compte ni des réalités économiques générées par la mondialisation ni des réalités sociales et humaines. Cela est particulièrement vrai pour les jeunes actuellement qui arrivent sur le marché du travail : salaire bas, conditions de travail très dégradées, liées à la recherche de productivité.

3. La réponse des nouveaux keynésiens : le chômage peut être involontaire.

97. Pour eux comme pour les classiques, le niveau de l'emploi est déterminé par le marché du travail, mais ils n'excluent pas le chômage involontaire, car les rigidités salariales nuisent à l'ajustement du marché et parce que les entreprises peuvent avoir intérêt à rémunérer leurs salariés au-delà du salaire d'équilibre.

Les salaires ne sont pas négociés au jour le jour en fonction du marché. Ils le sont pour une période déterminée, ce qui crée des rigidités importantes. Les individus sont rationnels, mais leurs comportements ne conduisent pas automatiquement à l'instauration d'un salaire d'équilibre.

Qu'est-ce qu'un salaire d'équilibre ? Si c'est un salaire résultat d'un équilibre économique, mais inférieur au juste salaire, il n'est pas acceptable sur le plan humain. Par ailleurs l'ajustement du marché doit prendre en compte les offres venant des pays étrangers à bas coût. Comment imaginer que les entreprises européennes se calent sur ces salaires à bas coûts ? Ou elles augmentent leur productivité à un niveau suffisant ou elles sont exclues du marché et font faillite. Ce n'est pas du chômage volontaire. C'est la décision des consommateurs qui ont préféré les produits à bas coûts importés. Quel est donc le territoire de référence de ce raisonnement ?

a. La théorie des contrats implicites

98. Cette théorie cherche à expliquer la forte rigidité des salaires. La rigidité des salaires ne vient pas des syndicats ou du refus des salariés de travailler en dessous d'un certain niveau de salaire, mais elle provient d'un accord tacite entre employés et employeurs dont le but est de limiter l'incertitude. Les employeurs doivent jouer un rôle d'assurance. Si les employeurs garantissent un salaire stable, les employés acceptent un salaire réel en moyenne inférieur à celui, fortement variable, qui résulterait des seules forces du marché. Le salaire est alors rigide et différent du salaire d'équilibre. L'économie est dans une situation sous-optimale et le chômage devient possible.

À quelle échelle de territoire ? Peut-on regretter une telle situation qui correspond à ce que promeut l'économie de communion ? Il faut au contraire la considérer comme bonne et partant de ce constat, imaginer les bonnes solutions pour que le chômage ne soit pas inéluctable. Par exemple, en réduisant les importations de produits à bas coûts, en revenant à un modèle de développement plus endogène et en modifiant la structure des dépenses des consommateurs.

b. Les modèles de salaire d'efficience[14]

99. Un lien est possible entre productivité et rémunération. Dans la théorie néoclassique, la productivité du travail est donnée par la combinaison productive (loi des rendements décroissants) et le salaire s'impose à l'entreprise (salaire du marché). Dans la théorie du salaire d'efficience, le salaire peut avoir un effet sur la productivité. Ce salaire d'efficience peut s'écarter du salaire d'équilibre qui permettrait le plein emploi. De nombreux modèles ont montré pourquoi les l'entreprise pouvait avoir intérêt à opter pour un salaire plus élevé que celui d'équilibre.

[14] Salaire d'efficience : salaire plus élevé que le salaire d'équilibre ou nécessaire donné par l'entreprise pour fidéliser le salarié ou augmenter sa productivité.

Le salaire au juste prix est un concept cousin du salaire d'efficience.

Le modèle « échange/don » d'Akerlof[15]

100. Certaines entreprises ont un réel souci d'équité et de justice qui les dissuade d'offrir des salaires trop bas. De leur côté es employés ont besoin d'être reconnus et de se faire traiter équitablement. Sinon, leur moral et leur productivité se dégradent. Des salariés recevant une rémunération supérieure au marché sont satisfaits et reconnaissants. En contrepartie, ils améliorent leur productivité. Ils font ainsi un « don » volontaire à l'entreprise en « échange » de ce salaire plus élevé.

Voilà ce qui pourrait être, pour l'économie de communion, une définition du salaire au juste prix, et ce, du point de vue de l'entreprise.

Contrer le risque de sélection adverse

101. De faibles rémunérations risqueraient de n'attirer que des travailleurs les moins productifs (sélection adverse. Chap. 2). Il est souhaitable de proposer des salaires plus élevés afin d'attirer des salariés les plus productifs ayant les salaires de réservation les plus hauts. Manquant d'information sur les qualités réelles des candidats, les entreprises appliquent cette méthode et font l'hypothèse que les salaires de réservation reflètent approximativement l'efficacité du postulant.

Même si l'objectif n'est pas le salaire au juste prix, cette façon de raisonner contribue à augmenter les salaires, ce qui est une bonne décision du point de vue de l'économie de communion.

Le modèle du « tire-au-flanc »

102. Il est très difficile pour l'entreprise de contrôler le comportement au travail de ses employés. Les salariés qui sont rationnels peuvent en profiter pour tirer au flanc. Les coûts de surveillance étant importants, l'entreprise peut proposer des salaires relativement élevés pour augmenter le coût d'opportunité du licenciement.

La menace de licenciement n'est réellement dissuasive qu'en cas de chômage de masse ou si l'employé a peu de chance de retrouver un emploi aussi bien payé. Un salaire élevé dissuade les individus des « tirer au flanc », car la perte est plus importante s'ils sont démasqués.

[15] Georges Arthur Akerlof né en 1940. Économiste américain. Cofondateur du courant du nouveau keynésianisme. Travaille sur les asymétries d'information.

L'entreprise a donc intérêt à rémunérer ses salariés au-dessus su salaire d'équilibre. Ce phénomène risque de produire un excès d'offre de travail par rapport à la demande et donc de créer du chômage involontaire.

Voilà une autre raison d'augmenter le salaire, même s'il est au-dessus du salaire d'équilibre. C'est une autre façon de convaincre l'entreprise de verser un salaire au juste prix. Quant au risque de créer du chômage involontaire, il faut traiter ce risque en tant que tel et apporter les réponses adaptées comme proposées ci-dessus. En particulier, l'entreprise doit chercher à favoriser l'implication et non à contrôler. Cela change tout[16].

c. L'hystérèse (ou hystérésis) du chômage

103. Le chômage subit un effet d'inertie très fort : le taux de chômage d'une période dépend du taux de chômage des périodes précédentes. En effet, le chômage conduit à la dépréciation du capital humain. De nombreux chômeurs de longue durée sont démotivés et donc moins efficaces. Ils font souvent l'objet d'une discrimination de la part des employeurs qui doutent de leur productivité.

Par ailleurs, le modèle « insiders/outsiders » présente des effets d'opposition entre salariés déjà employés dans l'entreprise (insiders) et les chômeurs (outsiders). Les insiders sont conscients des coûts de rotation importants de l'entreprise et ils savent qu'ils peuvent exercer une influence sur ces coûts en acceptant de coopérer avec les nouveaux arrivants ou en décidant au contraire de leur mener une vie difficile. Ainsi, les insiders sont peu vulnérables alors que les outsiders sont marginalisés.

Les insiders freinent la baisse de salaire en cas de chômage, empêchant les outsiders de se faire embaucher à un salaire plus bas.

Ce point est majeur pour l'économie de communion. L'entreprise de communion doit surveiller et traiter cette relation entre insiders et outsiders. Elle doit en particulier accompagner l'intégration des outsiders dans l'entreprise en favorisant la coopération bienveillante entre insiders et outsiders. Elle ne doit pas recruter à des salaires plus bas les outsiders et donc profiter de leur vulnérabilité. Cela favorisera leur acceptation par les insiders qui n'y verront pas un danger pour leur rémunération.

Créer des emplois pour les chômeurs, et en particulier pour les chômeurs de longue durée, est une ardente obligation pour les entreprises de communion.

[16] Cf. le livre « « l'entreprise du travail vivant ».

Une invitation au débat pour une théorie économique nouvelle

104. Voilà un texte construit pour le débat. Sa présentation permet de positionner la réflexion de l'économie de communion au regard des différents courants économiques et de formuler sa propre façon de penser l'économie.

Beaucoup de points demandent à être précisés et approfondis, mais nous avons déjà un cadre général pour construire une nouvelle théorie économique dont on peut penser qu'elle sera assez proche de la vision néokeynésienne qui est la plus proche de la réalité socioéconomique. Cela étant, il ne faut pas hésiter à l'enrichir par les apports d'autres sphères de connaissances, comme la sociologie, l'histoire, la psychologie, l'anthropologie, sans oublier les nouveaux apports de ces vingt dernières années.

Ce texte est complété par un texte sur la juste concurrence et par un autre sur l'Union européenne et la monnaie unique.

Marc REYNAUD
Ingénieur génie civil et économiste praticien
Membre de la Commission Nationale de l'économie de communion
Correspondant de l'économie de communion en Provence Alpes Côte d'Azur